CBC/RADIO-CANADA

RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE

2013-2014

CBC Radio-Canada

Table des matières

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation 3

Rapport de gestion 4
Avertissement au sujet des déclarations prospectives 4

Rétrospective du trimestre 5
Faits saillants financiers 5
Faits saillants des activités 7
Stratégie 2015 7
Plus distinctive 7
Plus régionale 9
Plus numérique 9
Jeux olympiques d'hiver de Sotchi 10
Autres questions liées aux activités 11
Perspectives 11

1. Le point sur le rendement 12
1.1 Indicateurs stratégiques 12
1.2 Indicateurs opérationnels 18

2. Capacité de produire des résultats 22
2.1 Personnes et leadership 22
2.2 Capacité des ressources 24

3. Résultats et perspectives 27
3.1 Résultats 27
3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités 37
3.3 Le point sur les perspectives et les risques 39

4. Présentation de l'information financière 41
4.1 Estimations comptables importantes et normes comptables futures 41
4.2 Transactions entre parties liées 41

5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs 42

6. États financiers consolidés résumés intermédiaires 43

7. Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires 48

Engagement de CBC/Radio-Canada envers la transparence et la responsabilisation

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre site web institutionnel de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.

Le 4 décembre 2013, CBC/Radio-Canada a remporté le prix d'excellence du meilleur rapport d'entreprise 2013 dans la catégorie des grandes sociétés d'État pour son Rapport annuel 2011-2012. Ce prix prestigieux est décerné chaque année par les Comptables professionnels agréés du Canada pour souligner l'excellence en matière d'information financière. Nous sommes très heureux que ce prix reconnaisse notre engagement à produire des rapports financiers exemplaires et à faire preuve de transparence. Pour plus de détails, consultez le lien suivant.

[1] En novembre, le Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada a approuvé la révision de la politique sur les activités politiques, ainsi que des changements mineurs aux Normes et pratiques journalistiques. La politique a été révisée afin d'établir clairement si les employés de CBC/Radio-Canada, y compris les personnalités d'antenne, sont autorisés ou non à participer à des activités politiques, que ce soit pour se présenter à une élection, appuyer un candidat, participer à un événement, contribuer à des campagnes de financement ou faire un don à un parti ou à un candidat, et dans quelle mesure et quand ils sont autorisés à le faire. Vous trouverez plus de détails ici.

Rapport de gestion

Avertissement au sujet des déclarations prospectives

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Conformément à notre engagement de faire preuve de transparence et d'assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2013.

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives concernant les objectifs, les stratégies et les résultats opérationnels et financiers escomptés. Ces déclarations s'appuient sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral; les contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) disparaîtront progressivement d'ici le 31 août 2014; et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section « Le point sur les perspectives et les risques » du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

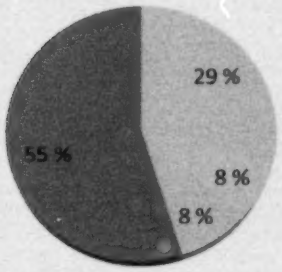
Mesure non conforme aux IFRS

Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section 3.1.

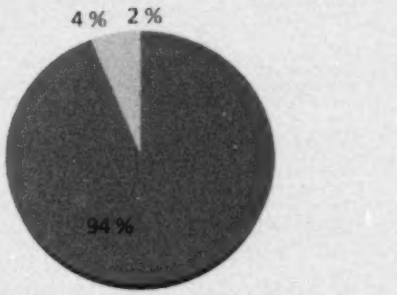
Rétrospective du trimestre

Faits saillants financiers

Revenus et sources de financement pour le T3 2013–2014



Répartition des dépenses pour le T3 2013–2014



(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Revenus	189 897	159 680	18,9	501 616	469 355	6,9
Dépenses	(460 893)	(434 868)	(6,0)	(1 315 372)	(1 367 563)	3,8
Financement public	230 585	241 285	(4,4)	750 959	813 710	(7,7)
Résultat avant éléments hors activités opérationnelles	**(40 411)**	**(33 903)**	**(19,2)**	**(62 797)**	**(84 498)**	**25,7**
Résultat net de la période	**(40 697)**	**(14 549)**	**(179,7)**	**(65 357)**	**(66 268)**	**1,4**
Résultat d'exploitation sur une base courante[2]	**(15 841)**	**(10 095)**	**(56,9)**	**(6 988)**	**(25 160)**	**72,2**

[1] Les montants pour 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

[2] Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section 3.1.

Résultat en IFRS

Les variations observées dans le résultat net avant éléments hors activités opérationnelles pour ce trimestre découlent principalement des facteurs suivants :

- Les revenus et les dépenses ont augmenté respectivement de 30,2 millions de dollars et de 26,0 millions de dollars. Ces augmentations s'expliquent en grande partie par le fait que les chiffres de ce trimestre comprennent les revenus publicitaires et les coûts de production rattachés à la diffusion en direct des matchs de hockey professionnel à l'émission *Hockey Night in Canada* (*HNIC*). Durant la saison dernière de la LNH, marquée par un lock-out, nous n'avons touché aucun revenu publicitaire et nous n'avons assumé aucun coût de production pour *HNIC* au troisième trimestre. L'augmentation des revenus a été quelque peu compensée par un affaiblissement du marché publicitaire.
- Le financement public comptabilisé à des fins comptables a connu une baisse de 10,7 millions de dollars ce troisième trimestre par rapport à celui de l'an dernier. Il reflète le rapprochement entre le financement pour les activités opérationnelles comptabilisé en résultat et nos coûts budgétaires trimestriels ainsi que l'amortissement du financement des immobilisations différé. D'ici la fin de l'exercice, les crédits parlementaires reçus devraient être inférieurs de 23,9 millions de dollars à ceux de 2012-2013. Cette baisse traduira la réduction de 41,8 millions de dollars de notre financement annoncée dans le budget fédéral de 2012, compensée en partie par le financement au titre de l'inflation des salaires pour l'exercice 2013-2014 accordé pour la première fois depuis 2009-2010.

Résultat d'exploitation sur une base courante

Le résultat d'exploitation sur une base courante du troisième trimestre de 2013-2014 reflète une perte de 15,8 millions de dollars et ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation pour la période considérée. L'élément le plus important est la charge de retraite sans effet sur la trésorerie comptabilisée à hauteur de 12,6 millions de dollars. Cette charge découle de l'adoption, cette année, d'une norme comptable révisée, IAS 19R – *Avantages du personnel*.

La section 3.1 du présent rapport renferme plus d'informations sur le rapprochement du résultat net en IFRS avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

Faits saillants des activités

Stratégie 2015

Nous continuons de remplir notre mandat en suivant notre plan stratégique quinquennal, la Stratégie 2015 : *Partout, Pour tous*. Au cours du troisième trimestre, nous avons poursuivi des initiatives qui appuient les trois axes stratégiques de ce plan :

- Plus distinctive : programmation réseau et espaces publics nationaux
- Plus régionale : présence régionale et espaces communautaires
- Plus numérique : nouvelles plateformes et nouveaux espaces numériques

Plus distinctive

Le contenu canadien diffusé sur nos différentes plateformes l'automne dernier et durant la période des fêtes a reçu un accueil très favorable.

La part de marché d'ICI Radio-Canada Télé aux heures de grande écoute a augmenté au cours de l'automne pour atteindre 21,5 %, une hausse de 1,7 point de pourcentage comparativement à la même période en 2012[1]. Ce gain est en partie attribuable aux émissions suivantes, qui ont attiré plus d'un million de téléspectateurs toutes les semaines : *Unité 9*, *Tout le monde en parle*, *Les enfants de la télé*, *Les pêcheurs*, *Les Parent* et *Mémoires vives*. Pour ce qui est de la saison d'automne à CBC Television, plusieurs émissions – *Murdoch Mysteries*, *Dragons' Den*, *Battle of the Blades* et *Hockey Night in Canada (HNIC)*[1] – ont dépassé le cap du million de téléspectateurs toutes les semaines.

Les efforts en vue de renouveler et d'actualiser notre offre radiophonique portent leurs fruits. ICI Radio-Canada Première et Espace musique ont enregistré au cours de ce trimestre des parts de marché record, soit 16,8 % et 4,6 % respectivement[2]. L'écoute de nos chaînes s'est davantage maintenue que dans l'ensemble du marché francophone, et ce, malgré des changements apportés aux grilles[2]. CBC Radio One a récolté les cotes d'écoute les plus élevées de son histoire pour la période des sondages d'automne, avec une part d'auditoire de 12,5 %. De son côté, CBC Radio 2 a obtenu, avec 3,1 %, sa deuxième part d'auditoire en importance pour la période d'automne depuis les changements apportés à sa programmation en 2008. En outre, 24 des 26 émissions matinales de CBC Radio One se sont classées aux trois premiers rangs dans les marchés locaux où les parts d'auditoire sont mesurées. Nos nouveaux services locaux de Kamloops (qui a pris la première place pour la programmation matinale en haussant ses parts d'auditoire de 14,6 % en 2012 à 25,3 % cet automne) et de Kitchener-Waterloo (qui s'est classé au deuxième rang dans son marché pour la toute première période de mesure des parts d'auditoire)[3] font partie du lot.

---

[1] Source : BBM Canada, audimètres portables (PPM), personnes âgées de 2 ans et +

[2] Source : BBM Canada, sondage de l'automne 2013 (cahiers d'écoute), personnes âgées de 12 ans et +

[3] Source : Marchés mesurés au moyen de sondages PPM (depuis le début de la saison – semaine 17) ou de cahiers d'écoute (sondage de l'automne 2013)

Conformément à notre mandat, nous continuons de diffuser de grands événements rassembleurs et multiplateformes. Dans le cadre de notre couverture préolympique, nous continuons de raconter l'histoire des athlètes canadiens de manière à informer nos auditoires et à engendrer une fierté nationale et un engouement partout au pays. Le 30 octobre, CBC/Radio-Canada a lancé le compte à rebours de 100 jours avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi, ainsi que sa programmation préolympique multiplateforme.

CBC a souligné le jour du Souvenir avec une couverture multiplateforme spéciale. Peter Mansbridge a présenté en direct un compte rendu de la cérémonie célébrée au cénotaphe national, alors que CBC News Network a assuré une couverture des activités tout au long de la journée. CBC Television a diffusé l'émission *Remembering: The Great War* le 11 novembre aux heures de grande écoute, et plusieurs émissions de CBC Radio, entre autres *The Sunday Edition*, *Living Out Loud* et *The Current*, ont abordé des sujets connexes.

Cet automne, CBC/Radio-Canada a amélioré ses services aux communautés autochtones. Radio Canada International a lancé la plateforme web *Autochtones, l'autre histoire*, qui rassemble des entrevues et des reportages sur l'histoire, la culture et la spiritualité des Autochtones. Ce site web redirigera aussi les visiteurs vers du contenu complémentaire créé par CBC et par Radio-Canada (*8th Fire/8e feu*, CBCMusic.ca, CBC News, Espace.mu, etc.). CBC a également relancé *CBC Aboriginal* cet automne afin d'inviter notre communauté autochtone en ligne à reprendre la conversation sur les médias sociaux. Ce site web spécialisé propose des billets de blogues pertinents, des photos et du contenu média enrichi.

CBC/Radio-Canada soutient fermement les auteurs canadiens. En novembre, Radio-Canada a présenté, pour une quatrième année consécutive, le Salon du livre de Montréal, un événement majeur pour le milieu de la littérature francophone, à l'occasion duquel des livres et des auteurs ont été mis à l'honneur sur toutes nos plateformes. Radio-Canada a assuré une forte présence au Salon – qui a attiré plus de 120 000 visiteurs[1] –, et ses personnalités d'antenne y ont enregistré près de 10 émissions.

Jian Ghomeshi, de CBC Radio One, a animé le gala de remise du prix Banque Scotia Giller, qui récompense chaque année l'auteur canadien du meilleur roman ou recueil de nouvelles de langue anglaise. Le gala a été diffusé sur les ondes de CBC Television et en direct et sur demande sur CBC.ca, et des auteurs mis en nomination ont été invités dans des émissions littéraires de CBC Radio.

Fidèles à la tradition, nos équipes de la radio, de la télévision et du web ont concocté une programmation spéciale pour le temps des fêtes. À Radio-Canada, deux grands événements multiplateformes ont particulièrement retenu l'attention : *Le bossu symphonique*, la nouvelle collaboration entre le conteur Fred Pellerin, Radio-Canada et l'Orchestre symphonique de Montréal, ainsi que la programmation spéciale de la veille du jour de l'An. L'émission humoristique spéciale de fin d'année, le *Bye Bye 2013*, a battu son propre record établi en 2012 en rassemblant 5,3 millions de téléspectateurs devant le petit écran[2].

Du côté de CBC, la programmation des fêtes comprenait les émissions de télévision canadiennes *Season of Song: Canadian Tenors & Friends*, *Booky and the Secret Santa*, *Holiday Festival on Ice* et *CCMA Home for the Holidays*. L'émission *Canada Live* de CBC Radio a présenté l'initiative *The 12 days of Christmas*, et CBCMusic.ca proposait les flux musicaux *Seasonal Favourites* et *Holiday Classics*.

---

[1] Source : Salon du livre de Montréal (www.salondulivredemontreal.com)

[2] Source : BBM Canada, PPM, personnes âgées de 2 ans et +. Nombre moyen de téléspectateurs par minute de diffusion. Diffusions en direct et en reprise.

Plus régionale

Radio-Canada a diffusé des bulletins de nouvelles tous les jours, et ce, partout au pays, et a ajouté à sa programmation de nouvelles éditions du *Téléjournal week-end* dans l'Est du Québec et en Ontario (bulletins de nouvelles de 30 minutes diffusés à 18 h les samedis et dimanches).

CBC a lancé de nouvelles émissions de télévision hebdomadaires locales d'une heure dans six villes canadiennes. *Our Vancouver*, *Our Calgary*, *Our Edmonton*, *Our Toronto*, *Our Ottawa* et *Our Montreal* couvrent des sujets d'intérêt local dans une ambiance plus décontractée que nos bulletins de nouvelles de début de soirée, et présentent des reportages et des segments provenant de toutes les unités de contenu de CBC.

Radio-Canada a proposé la couverture la plus complète des élections municipales de 2013 au Québec. Elle a notamment diffusé plusieurs débats en direct avec les principaux candidats à la mairie de Montréal, ainsi qu'une édition spéciale de l'émission *Le 15-18* en direct du Collège Montmorency de Laval avec des candidats à la mairie. Le soir du vote, les auditoires ont pu suivre en direct l'annonce des résultats pour l'ensemble du Québec à ICI Radio-Canada Télé/ICI RDI et à ICI Radio-Canada Première. Des émissions de radio régionales couvraient l'événement pour Québec et Ottawa-Gatineau, et sur le site web ICI Radio-Canada.ca, une section sur les médias sociaux donnait aux internautes des informations à jour et leur permettait d'exprimer leurs opinions dans des réseaux sociaux.

CBC/Radio-Canada a également mis à profit ses différentes plateformes pour analyser en détail certains faits marquants de l'actualité régionale. Le magazine *Découverte* a tenté de répondre à plusieurs questions en lien avec la tragédie de Lac-Mégantic dans quatre reportages spéciaux qui ont été diffusés sur ICI Radio-Canada Télé, ICI Explora et ICI RDI. Le 21 décembre, Espace musique a diffusé le concert-bénéfice *Noël country à Mégantic*. Également en décembre, CBC offrait sur ses multiples plateformes une couverture en profondeur des répercussions de la tempête de verglas et des corvées de nettoyage sur les résidents du sud de l'Ontario.

Plus numérique

En octobre, CBC/Radio-Canada a lancé Curio.ca, le plus vaste portail web de contenus éducatifs au Canada. Moyennant un abonnement, les enseignants et les étudiants du primaire, du secondaire et des divers cycles universitaires ont la possibilité d'accéder à des contenus éducatifs en format vidéo et audio. Ce sont les archives de CBC/Radio-Canada qui alimentent Curio.ca, où sont rassemblées des émissions à portée éducative comme *Découverte* avec Charles Tisseyre, *Enquête* avec Alain Gravel, *Georges Stroumboulopoulos Tonight* et *The Nature of Things* avec David Suzuki.

En octobre, CBC est devenue le premier radiodiffuseur canadien à utiliser les nouveaux outils de Facebook conçus pour les médias de radiodiffusion. Ces outils lui permettent de présenter en temps réel les messages du public publiés sur Facebook pendant la diffusion de ses émissions, et de mesurer l'intérêt que suscite sa programmation chez ses auditoires. CBC a été l'un des premiers partenaires de Facebook à tirer profit de ces outils pour sa populaire série *Battle of the Blades*, diffusée aux heures de grande écoute.

Nous avons remanié le site web ICI Radio-Canada.ca afin de faciliter la navigation et le visionnement de contenu. Nous l'avons agrémenté de productions interactives originales visant à divertir et à faire réfléchir, et nous avons amélioré les fonctions offertes aux utilisateurs. Avant la fin du mois d'octobre, les internautes pouvaient regarder douze épisodes de *Disparus*, la nouvelle série web interactive des Chick'n Swell, sur ICI Radio-Canada.ca (les épisodes ont été lancés sur Tou.tv en novembre). De plus, en partenariat avec d'autres médias internationaux, Radio-Canada a présenté sur son site web le jeu documentaire *Fort McMoney*, une exploration interactive et ludique de la ville de Fort McMurray, en Alberta.

Autre fait saillant du trimestre, nous avons lancé une version refondue de l'application CBCMusic.ca pour iOS. Cette nouvelle version comprend la fonction *CBC Music First Plays*, qui permet aux utilisateurs d'écouter en continu les nouveaux albums des artistes canadiens et étrangers les plus en vogue avant même leur sortie officielle. Par ailleurs, CBCMusic.ca a lancé le premier magazine pour tablette de CBC Music pour les appareils iOS, Android et Amazon, qui propose le meilleur de 2013 sur CBCMusic.ca.

Jeux olympiques d'hiver de Sotchi

Conformément à notre stratégie, CBC/Radio-Canada a couvert les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi sur toutes les plateformes – à la télévision, à la radio, en ligne et sur les appareils mobiles –, donnant ainsi accès aux Canadiens aux reportages les plus percutants sur les athlètes canadiens et au contenu le plus à jour, et ce, à leur convenance.

Le 7 février a eu lieu la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi, qui se sont tenus du 7 au 23 février. Les résultats préliminaires au 22 février sur la réception de la programmation liée aux Jeux sont positifs. La couverture olympique de CBC/Radio-Canada et de ses partenaires a attiré plus de 32 millions de Canadiens (soit 95 % de la population[1]), sur leurs plateformes en français et en anglais.

Les Jeux paralympiques d'hiver de 2014 à Sotchi suivront du 7 au 16 mars. Au total, CBC/Radio-Canada aura diffusé plus de 1 500 heures de programmation olympique, y compris le contenu diffusé sur les chaînes spécialisées officielles et sur les ondes de ses télédiffuseurs partenaires. Ce sont les premiers Jeux olympiques d'hiver où les Canadiens seront en mesure de regarder en continu et en direct tous les événements sur leur téléphone intelligent ou leur tablette.

[1] Source : BBM Canada, InfosysTV+, canadiens âgés de 2 ans et +, total pour le Canada, tous les réseaux des Jeux (anglais and et français), signaux numériques encodés de BBM

Autres questions liées aux activités

Nous continuons de nous rapprocher des Canadiens afin de les tenir informés et de maintenir le dialogue avec eux sous le signe de l'ouverture, de la transparence et de la responsabilité. L'assemblée publique annuelle de CBC/Radio-Canada a eu lieu à Toronto en octobre. Plus de 325 membres du public y ont assisté en personne, et près de 220 internautes de partout au pays, de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique, ont suivi l'événement en ligne.

À CBC/Radio-Canada, nous sommes très attachés à servir l'intérêt public et à assurer une présence dans les communautés canadiennes. Au cours du trimestre, nos employés ont participé à 26 activités caritatives partout au pays, notamment à des initiatives communes avec d'autres médias grand public québécois – La grande guignolée des médias, tenue le 5 décembre, et la 11e guignolée du Dr Julien le 14 décembre. Grâce à ces activités, nous avons réussi à amasser collectivement plus de 11 millions de dollars.

À la mi-février, CBC/Radio-Canada a rencontré le Comité du Sénat sur les transports et les communications dans le cadre du projet d'examen de la Société récemment lancé par le Comité. Cet examen nous a donné l'occasion de discuter des moyens que prend la Société pour s'assurer d'offrir aux Canadiens les services dont ils ont besoin dans un environnement de radiodiffusion en évolution rapide. Nous sommes heureux de constater l'intérêt du Comité pour la radiodiffusion publique, et nous encourageons les Canadiens à exprimer leurs points de vue.

Perspectives

L'entente visant les droits de diffusion télévisuelle et numérique conclue par CBC avec la LNH vient à échéance en juin 2014. Le 25 novembre 2013, la Société a signé une entente avec Rogers Communications Inc. (Rogers), qui prévoit la poursuite de la télédiffusion de *HNIC* les samedis soir. Cette entente fait suite à la transaction conclue entre Rogers et la LNH concernant les droits de diffusion des matchs de hockey au Canada, et qui entrera en vigueur à la saison 2014-2015. Aux termes de l'entente, la Société continuera de diffuser *HNIC*, soit plus de 300 heures de hockey aux heures de grande écoute, y compris les séries éliminatoires et la série finale de la Coupe Stanley, pendant encore au moins quatre ans. Cette entente fera en sorte que les Canadiens continuent de profiter de *HNIC*, une icône culturelle canadienne, de manière économique pour la Société, étant donné qu'elle ne paiera plus les droits de diffusion. Toutefois, nous ne percevrons pas les revenus publicitaires associés à *HNIC* et nous n'exercerons aucun contrôle sur la diffusion des matchs. La Société prévoit des réductions de personnel associées à cette entente, mais elle n'en a pas encore déterminé l'ampleur.

L'exercice 2014-2015 constituera pour la Société la dernière année d'application des réductions de son financement annoncées dans le budget fédéral de 2012. Par ailleurs, nous faisons aussi face à des pressions sur les revenus dues à la faiblesse du marché de la publicité dans toute l'industrie, à un rendement de la grille télévisuelle inférieur aux prévisions auprès de la tranche démographique clé des 25-54 ans, et à des revenus publicitaires moins élevés que prévu pour la radio. Nous élaborons actuellement des plans d'affaires et un budget pour l'exercice 2014-2015 tenant compte de ces facteurs et de l'entente avec Rogers pour établir un modèle viable à long terme pour la Société, alors qu'elle met au point son plan stratégique au-delà de 2015.

1. Le point sur le rendement

Comme nous l'expliquons ci-dessous, nos indicateurs de rendement clés (IRC) sont de deux ordres :

Les *indicateurs stratégiques* intègrent les résultats des sondages réalisés pour mesurer notre efficacité à nous acquitter de notre mandat et le degré d'adéquation entre notre programmation et nos principes directeurs. Ils tiennent également compte de la part de contenu canadien dans nos émissions télévisées.

Les *indicateurs opérationnels* prennent en considération la part d'auditoire, le nombre de visiteurs sur nos sites web, le nombre d'abonnés à nos services et les revenus réalisés par les Services français et les Services anglais.

Le Rapport annuel 2012-2013 renferme de plus amples renseignements.

1.1 Indicateurs stratégiques

Évaluation de nos succès à l'égard de la Stratégie 2015 : Partout, Pour tous

Un des éléments centraux de la Stratégie 2015 est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. Nous avons créé un bulletin de rendement qui nous permet d'établir dans quelle mesure nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991, et notre programmation adhère aux principes directeurs de notre plan. Cet outil repose sur des données provenant de sondages réalisés auprès d'échantillons représentatifs de la population canadienne. Nous reproduisons ci-dessous le bulletin de rendement de novembre 2013, une mesure d'évaluation provisoire de la troisième année de la Stratégie 2015, pour illustrer les progrès accomplis depuis le lancement de celle-ci.

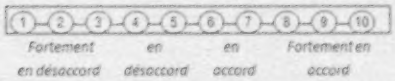
Notre analyse du bulletin de rendement fait ressortir les écarts les plus significatifs entre les deux séries de résultats comparables les plus récents, soit ceux de novembre 2013 et de novembre 2012. Notez que les écarts de moins de 0,3 ne sont pas significatifs sur le plan statistique.

Rapport sur les Services français

Comment les Services français remplissent-ils leur mandat conformément à la *Loi*?

La programmation en français de la Radio et de la Télévision de Radio-Canada est...	Année de référence Novembre 2010 Moyenne (/10)	Année 1 Novembre 2011 Moyenne (/10)	Année 2 Novembre 2012 Moyenne (/10)	Année 3 Novembre 2013 Moyenne (/10)
informative	8,1	8,3	8,2	8,1
éclairante	7,8	8,0	8,0	7,8
divertissante	7,8	7,9	7.8	7,7
disponible sur les nouvelles plateformes	8,0	8,4	8,1	8,0

Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.



Source : TNS Canadian Facts (1 200 francophones par sondage).

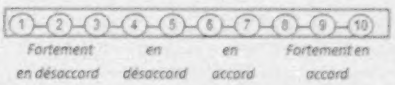
Les sondages téléphoniques ont lieu en novembre et en mars chaque année.

Les résultats du sondage de suivi réalisé en novembre 2013 confirment que, pour les francophones, les Services français de CBC/Radio-Canada continuent de remplir leur mandat conformément à la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. En effet, les notes attribuées sont élevées pour chacun des aspects du mandat évalués, allant de 7,7 (divertissante) à 8,1 (informative).

Dans quelle mesure la programmation des Services français cadre-t-elle avec les principes directeurs de la Stratégie 2015?

La programmation[1] en français offerte par les services de Radio-Canada...	Année de référence Novembre 2010 Moyenne (/10)	Année 1 Novembre 2011 Moyenne (/10)	Année 2 Novembre 2012 Moyenne (/10)	Année 3 Novembre 2013 Moyenne (/10)
est de haute qualité	8,2	8,4	8,2	8,2
est différente de celle de nos compétiteurs	7,6	8,0	7,6	7,6
reflète les régions du Canada	7,5	7,8	7,3	7,3
reflète ma région	6,8	7,1	6,7	6,6
reflète la diversité	7,4	7,7	7,2	7,2
reflète ma culture	7,4	7,6	7,3	7,3

Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.



[1]Programmation et contenu offerts sur l'un de nos services : ICI Radio-Canada Télé, ICI RDI, ICI ARTV, ICI Radio-Canada Première, Espace musique, ICI Radio-canada.ca et Tou.Tv.

Source : TNS Canadian Facts (1 200 francophones par sondage).

Les sondages téléphoniques ont lieu en novembre et en mars chaque année.

Les francophones continuent de réagir positivement aux initiatives annoncées ou introduites par les Services français depuis le lancement de la Stratégie 2015. Les notes attribuées en novembre 2013 à chaque indicateur de la Stratégie 2015, qui mesurent la qualité, l'originalité et le caractère novateur de la programmation canadienne des Services français, ainsi que sa capacité à rassembler les Canadiens et à en être le reflet, se comparent aux résultats de novembre 2012.

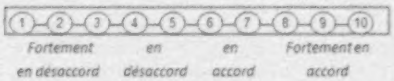
Comme en novembre 2012, la programmation offerte par les Services français a reçu sa note la plus élevée pour le critère lié à la qualité (8,2), et sa plus faible pour l'indicateur « est le reflet de ma région » (6,6). Les Services français continuent d'améliorer leur couverture afin de mieux répondre aux besoins des Canadiens en régions.

Rapport sur les Services anglais

Comment les Services anglais remplissent-ils leur mandat conformément à la *Loi*?

La programmation en anglais de CBC Radio et de CBC Televison est...	Année de référence Novembre 2010 Moyenne (/10)	Année 1 Novembre 2011 Moyenne (/10)	Année 2 Novembre 2012 Moyenne (/10)	Année 3 Novembre 2013 Moyenne (/10)
informative	8,0	8,0	7,8	7,7
éclairante	7,5	7,5	7,4	7,3
divertissante	7,4	7,4	7,2	7,2
disponible sur les nouvelles plateformes	8,2	8,2	8,3	7,9

Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.



Source : TNS Canadian Facts (1 200 anglophones par sondage).

Les sondages téléphoniques ont lieu en novembre et en mars chaque année.

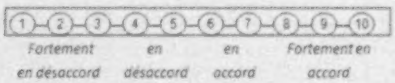
Les anglophones estiment encore que les Services anglais de CBC/Radio-Canada remplissent leur mandat au sens de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Les notes les plus élevées sont attribuées à la « disponibilité du contenu sur les nouvelles plateformes » (7,9) et à son caractère « informatif » (7,7).

Toutefois, le résultat relatif à la disponibilité sur les nouvelles plateformes a reculé de 0,4 point comparativement à la même période l'an dernier. CBC continue d'accroître sa présence numérique sur de nouvelles plateformes, mais on observe un déclin des résultats liés à la perception qui peut être attribuable à la nature de nos principaux concurrents. Ceux-ci sont verticalement intégrés et offrent un éventail d'appareils, de services et de contenus, alors que CBC continue d'appliquer un modèle axé sur le contenu. En outre, nos concurrents ont récemment augmenté – par rapport à l'an dernier – leurs dépenses allouées à la promotion de plateformes mobiles et de contenu sur demande.

Dans quelle mesure la programmation des Services anglais cadre-t-elle avec les principes directeurs de la Stratégie 2015?

La programmation[1] en anglais offerte par les services de CBC...	Année de référence Novembre 2010 Moyenne (/10)	Année 1 Novembre 2011 Moyenne (/10)	Année 2 Novembre 2012 Moyenne (/10)	Année 3 Novembre 2013 Moyenne (/10)
est de haute qualité	8,0	8,1	8,2	8,1
est différente de celle de nos compétiteurs	7,3	7,5	7,4	7,2
reflète les régions du Canada	7,9	8,1	8,0	7,9
reflète ma région	6,1	6,4	6,4	6,3
reflète la diversité	7,5	7,8	7,6	7,4
reflète ma culture	6,7	6,9	6,7	6,8

Définition de la mesure utilisée : La moyenne correspond à la note moyenne attribuée par tous les répondants sur une échelle de 10 points.



[1]Programmation et contenu offerts sur l'un de nos services : CBC Television, CBC News Network, **bold** (jusqu'à novembre 2011), *documentary* , CBC Radio One, CBC Radio 2 et *CBC.ca*.

Source : TNS Canadian Facts (1 200 anglophones par sondage).

Les sondages téléphoniques ont lieu en novembre et en mars chaque année.

La Stratégie 2015 continue d'être perçue favorablement par les anglophones, les scores de novembre 2012 s'étant maintenus en novembre 2013. Les notes attribuées aux indicateurs « grande qualité » (8,1) et « reflète les régions du Canada » (7,9) demeurent les plus élevées.

Attentes et résultats en matière de contenu canadien

Le CRTC établit les attentes en matière de contenu canadien pour la télévision en général, et fixe les attentes en matière de service pour ICI Radio-Canada Télé et CBC Television[1]. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, un minimum de 80 % du contenu diffusé doit être canadien. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1er septembre au 31 août. Comme l'indique le tableau ci-dessous, au cours de l'année de radiodiffusion 2012-2013 et de l'année précédente, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television ont dépassé les attentes du CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute. L'un des principaux objectifs de la Stratégie 2015 est justement d'accroître l'offre de programmation canadienne.

Contenu canadien	Attentes annuelles – réglementation	Résultats 1er sept. 2012 au 31 août 2013	Résultats 1er sept. 2011 au 31 août 2012
ICI Radio-Canada Télé			
Journée de radiodiffusion (lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	84 %	86 %
Heures de grande écoute (lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	93 %
CBC Television			
Journée de radiodiffusion (lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	93 %	85 %
Heures de grande écoute (lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	86 %	81 %

[1] Les conditions concernant la teneur de contenu canadien à respecter qui ont été imposées à nos services de télévision, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television, lors du renouvellement des licences en mai 2013 sont entrées en vigueur le 1er septembre 2013. Auparavant, les pourcentages établis ne constituaient que des attentes.

1.2 Indicateurs opérationnels

Outre le suivi du rendement global à l'égard de l'application de la Stratégie 2015 (voir la section 1.1 plus haut), nous avons mis au point des indicateurs de rendement clés (IRC) propres aux Services français et aux Services anglais.

Ces indicateurs se rapportent directement à nos priorités stratégiques et sont formulés chaque année dans les plans de gestion des composantes médias. Les cibles des IRC tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, notamment d'éléments particuliers de la programmation, des sources de financement, des tendances dans l'industrie de la radiodiffusion, des habitudes comportementales des consommateurs et des rendements précédents.

Notre rapport pour le troisième trimestre contient une liste complète d'IRC combinant les indicateurs applicables à l'ensemble de l'exercice (comme ceux présentés dans les rapports trimestriels précédents de 2013-2014), ainsi que ceux pour les périodes de moins de 12 mois (présentés ci-dessous pour la première fois pour cet exercice).

Services anglais

Le rendement des Services anglais, évalué en fonction d'indicateurs opérationnels, reste positif jusqu'à présent, et la plupart de ces indicateurs laissent croire que les cibles annuelles seront atteintes.

Du côté de CBC Radio, les sondages d'automne par cahiers d'écoute ont été excellents. CBC Radio One a récolté une part d'auditoire de 12,5 % – la plus élevée de son histoire pour la période des sondages d'automne –, et CBC Radio 2 a obtenu, avec 3,1 %, sa deuxième part d'auditoire en importance depuis les changements apportés à sa programmation en 2008. Combinées, les parts d'auditoire des deux chaînes se chiffrent à 15,5 % et dépassent les cibles de rendement établies.

La part complète d'auditoire de CBC Television (auprès de la tranche démographique des deux ans ou plus) s'élève à 8,4 % pour tout le trimestre et dépasse donc la cible annuelle, établie à 8,1 %. Toutefois, certains de nos résultats auprès des 25-54 ans (une tranche démographique clé pour ce qui est des revenus publicitaires) ne sont pas à la hauteur de nos attentes.

Jusqu'ici, les indicateurs de rendement régionaux frôlent ou atteignent les cibles établies pour l'exercice complet. Nous continuerons de suivre leur évolution d'ici la fin de l'exercice financier.

La moyenne mensuelle de visiteurs uniques sur CBC.ca est actuellement bien supérieure aux cibles annuelles. Ce rendement s'explique en partie par la forte demande d'information sur des événements comme l'attentat de Boston, la tragédie de Lac-Mégantic et les inondations en Alberta, ainsi que sur la politique municipale de Toronto et les enquêtes parlementaires.

Les abonnements à nos chaînes de télévision spécialisées sont demeurés constants au cours des derniers mois et devraient donc atteindre les cibles.

Les revenus enregistrés jusqu'à présent dépassent ceux de la même période l'an dernier, sous l'impulsion donnée par le retour de *Hockey Night in Canada (HNIC)* à l'antenne de CBC Television à l'automne 2013 et les revenus, entre autres publicitaires, que génère cette émission.

HNIC avait disparu de notre grille à l'automne 2012 en raison du conflit de travail dans la LNH. Nous prévoyons des revenus publicitaires inférieurs à la cible établie pour l'exercice financier complet, en raison de l'état du marché de la publicité et des tendances relatives au rendement auprès des auditoires clés. Cette perspective suggère que l'ensemble des revenus seront légèrement en dessous de notre cible pour l'année.

		Cibles annuelles 2013-2014	Résultats à ce jour 2013-2014	Résultats annuels 2012-2013	Résultats à ce jour 2012-2013
Réseaux de radio					
CBC Radio One et CBC Radio 2	Part d'auditoire de la journée complète[1]	14,6 %	15,5 %	15,3 %	15,3 %
Télévision					
CBC Television	Part d'auditoire aux heures de grande écoute, saison régulière[2]	8,1 %	8,4 %	6,8 %	5,3 %
CBC News Network	Part d'auditoire pour la journée complète, avril à mars[2]	1,4 %	1,6 %	1,3 %	1,4 %
Service régional					
Émissions du matin de CBC Radio One	Nombre d'heures moyennes d'écoute hebdomadaire (lundi au vendredi), saison régulière[2]	5,5 millions	5,5 millions	5,5 millions	5,6 millions
Émissions de nouvelles télévisées de début/fin de soirée	Nombre d'heures moyennes d'écoute hebdomadaire (lundi au vendredi), saison régulière[2]	3,95 millions	3,7 millions	3,7 millions	3,6 millions
Pages web régionales	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars[3]	0,995 million	0,95 million	0,971 million	0,91 million
Nouvelles platformes					
CBC.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars[3]	6,5 millions	6,8 millions	6,3 millions	6,1 millions
Chaînes de télévision spécialisées					
CBC News Network	Abonnés	11,2 millions	11,3 millions	11,3 millions	11,4 millions
documentary	Abonnés	2,7 millions	2,7 millions	2,7 millions	2,7 millions
Revenus[4]					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		400 millions $	291 millions $	362 millions $	258 millions $

[1] Source : BBM Canada, sondage d'automne (carnet d'écoute), personnes âgées de 12 ans et plus.

[2] Source : BBM Canada, audimètre portable (PPM), personnes âgées de deux ans et plus.
CBC Television, saison régulière 2013-2014 jusqu'à présent, semaines 6-18.
CBC News Network, exercice 2013-2014 jusqu'à présent, semaines 32+ pour l'année de diffusion 2012-2013 et semaines 1-18 pour l'année de diffusion 2013-2014.
Émissions matinales de CBC Radio One : saison régulière 2013-2014 jusqu'à présent, semaines 1-17.
Émissions de début et de fin de soirée de CBC Television (lun-ven) : saison régulière 2013-2014 jusqu'à présent, semaines 1-18.

[3] Source : comScore, personnes âgées de deux ans et plus.

[4] Les revenus de *documentary* sont de 100 % même si CBC/Radio-Canada détient 82 % des parts. Comprend les revenus du FAPL, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale. Les montants reflètent l'élimination progressive du Fonds sur trois ans jusqu'au 31 août 2014.

Services français

Les résultats à ce jour indiquent que les Services français devraient atteindre ou dépasser les cibles établies pour 2013-2014 pour tous les indicateurs opérationnels clés.

Jusqu'au 31 décembre, notre programmation 2013-2014 pour la radio et la télévision a été bien reçue par les auditoires. ICI Radio-Canada Télé et ICI Radio-Canada Première/Espace musique atteignent ou dépassent leurs cibles annuelles relatives aux parts d'auditoire. ICI Radio-Canada Télé a bénéficié d'une programmation d'automne solide comprenant le retour de plusieurs rendez-vous fort appréciés du public (*Unité 9*, *Tout le monde en parle*, *Les enfants de la télé*, *Les Parent* et *Mémoires vives*) et l'arrivée de nouvelles émissions, dont *Les pêcheurs*.

Le rendement sans précédent d'ICI Radio-Canada Première et d'Espace musique est attribuable aux bons résultats enregistrés au printemps 2013 et à des niveaux d'écoute stables à l'automne comparativement à l'industrie de la radio francophone dans son ensemble.

Les indicateurs liés aux plateformes d'information sont en voie d'atteindre les cibles annuelles. Les nouvelles régionales d'importance, comme la tragédie de Lac-Mégantic, les élections municipales de 2013 et la commission Charbonneau, ont contribué au rendement des pages régionales d'ICI Radio-Canada.ca et à la part d'auditoire d'ICI RDI.

La moyenne mensuelle de visiteurs uniques sur ICI Radio-Canada.ca et la moyenne hebdomadaire de téléspectateurs par minute des bulletins de nouvelles télévisés sont actuellement sous les cibles établies. Toutefois, le rendement des bulletins de nouvelles est comparable aux résultats de mi-année de l'exercice 2012-2013 – les cotes d'écoute avaient augmenté durant les mois d'hiver.

Le nombre d'abonnés total pour les trois chaînes spécialisées (ICI ARTV, ICI Explora, ICI RDI), ainsi que l'ensemble des revenus autogénérés, sont conformes aux cibles annuelles.

		Cibles annuelles 2013-2014	Résultats à ce jour 2013-2014	Résultats annuels 2012-2013	Résultats à ce jour 2012-2013
Réseaux de radio					
ICI Radio-Canada Première et Espace musique	Part d'auditoire de la journée complète[1]	19,3 %	21,5 %	18,5 %	18,5 %
Télévision					
ICI Radio-Canada Télé	Part d'auditoire aux heures de grande écoute, saison automne/hiver[2]	19,5 %	21,5 %	20,3 %	19,8 %
ICI RDI, ICI ARTV, ICI Explora	Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars[2]	5,2 %	5,2 %	5,4 %	5,3 %
Service régional					
ICI Radio-Canada Première	Part d'auditoire des émissions du matin, lundi au vendredi, de 6 h à 9 h[1]	18,5 %	20,9 %	17,7 %	17,7 %
Bulletins de nouvelles (18 h)	Téléspectateurs par minute en moyenne, moyenne hebdomadaire[2] lundi au vendredi, de 18 h à 18 h 30, saison automne/hiver[2]	0,350 million	0,324 million	0,347 million	0,324 million
Pages web régionales	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars[3]	0,710 million	0,692 million	0,646 million	0,631 million
Nouvelles plateformes					
ICI Radio-Canada.ca, Tou.Tv, RCInet.ca, Espace.mu	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars[3]	2,3 millions	2,0 millions	2,2 millions	2,2 millions
Chaînes de télévision spécialisées[4]					
ICI RDI	Abonnés	11,1 millions	11,1 millions	11,2 millions	11,2 millions
ICI ARTV	Abonnés	2,0 millions	2,0 millions	2,0 millions	2,1 millions
ICI Explora	Abonnés	0,4 million	0,4 million	0,3 million	non disponible[5]
Revenus[6]					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		243,8 millions $	184,8 millions $	252,8 millions $	187,3 millions $

[1] Source : BBM Canada, sondages du printemps et de l'automne (carnet d'écoute), personnes âgées de 12 ans et plus. Résultats pour les stations de radio francophones, dans les marchés desservis par une station de base de Radio-Canada.

[2] Source : BBM Canada, audimètre portable (PPM), francophones au Québec (chaînes spécialisées : francophones au Québec abonnés au câble), personnes âgées de 2 ans et plus. Résultats au 29 décembre 2013.

[3] Source : comScore, personnées âgées de 2 ans et plus. Résultats en date de 2013-2014 : moyenne d'avril à décembre 2013.

[4] Résultats au 31 décembre 2013.

[5] ICI Explora a été lancée le 28 mars 2012 et une période de débrouillage a été offerte jusqu'au 2 juillet 2012. Les résultats pour 2012-2013 ne sont donc pas disponibles.

[6] Les revenus d'ICI ARTV sont de 100 % même si CBC/Radio-Canada détient 85 % des parts. Comprend les revenus du FAPL, un fonds du CRTC destiné à soutenir la programmation locale. Les montants reflètent l'élimination progressive du Fonds sur trois ans jusqu'au 31 août 2014. Résultats au 31 décembre 2013.

2. Capacité de produire des résultats

Notre capacité de réaliser notre stratégie et d'atteindre les résultats escomptés est tributaire de nos employés ainsi que d'autres ressources d'importance qui sont décrites plus loin.

2.1 Personnes et leadership

Prix de l'employeur remarquable

CBC/Radio-Canada a reçu le Prix de l'employeur remarquable du Canada du Partenariat en Éducation 2013, remis à 10 entreprises sélectionnées parmi 75 000 employeurs qui ont accueilli des élèves de neuvième année dans le cadre de la journée Invitons nos jeunes au travail. Ce prix souligne le soutien et le dévouement continus de CBC/Radio-Canada à l'égard de l'éducation, des stages et des activités d'initiation précoce aux différents domaines professionnels. Il est attribué au radiodiffuseur public pour la troisième année consécutive – CBC/Radio-Canada Maritimes l'avait obtenu en 2011 et en 2012.

Le 6 novembre, des élèves de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont passé la journée dans les locaux de leur radiodiffuseur public. Ils ont pu visiter des salles de nouvelles et des régies, assister à des enregistrements en direct, approfondir leurs connaissances sur l'utilisation des médias sociaux, faire l'expérience de la postproduction et bien plus encore. Cette plongée dans le monde du travail leur a donné l'occasion de commencer à penser à leur avenir professionnel et d'en apprendre davantage sur leur radiodiffuseur public.

Formation primée

Une formation de CBC s'est attiré les grands honneurs en décembre. En effet, le cours d'apprentissage en ligne *Audio Skills* du groupe Formation des Services anglais a remporté le prix d'innovation Summit à New York et a été finaliste pour un prix Digi à Toronto. *Audio Skills* constitue un ensemble de modules inspirants qui explorent les possibilités d'utilisation créative de l'audio. Il est l'un des nombreux outils d'apprentissage créés spécialement pour les employés de CBC/Radio-Canada afin de les aider à se perfectionner.

Accueil des nouveaux employés

Depuis le mois de décembre, une séance d'information individuelle et personnalisée est offerte à tous les nouveaux employés permanents de CBC/Radio-Canada dès leur entrée en poste. Cette rencontre porte sur les outils et les portails d'information mis à la disposition de tous les employés de la Société, et vise à assurer que les nouveaux arrivants savent où trouver les renseignements dont ils ont besoin.

Ateliers sur le respect – le point sur la participation

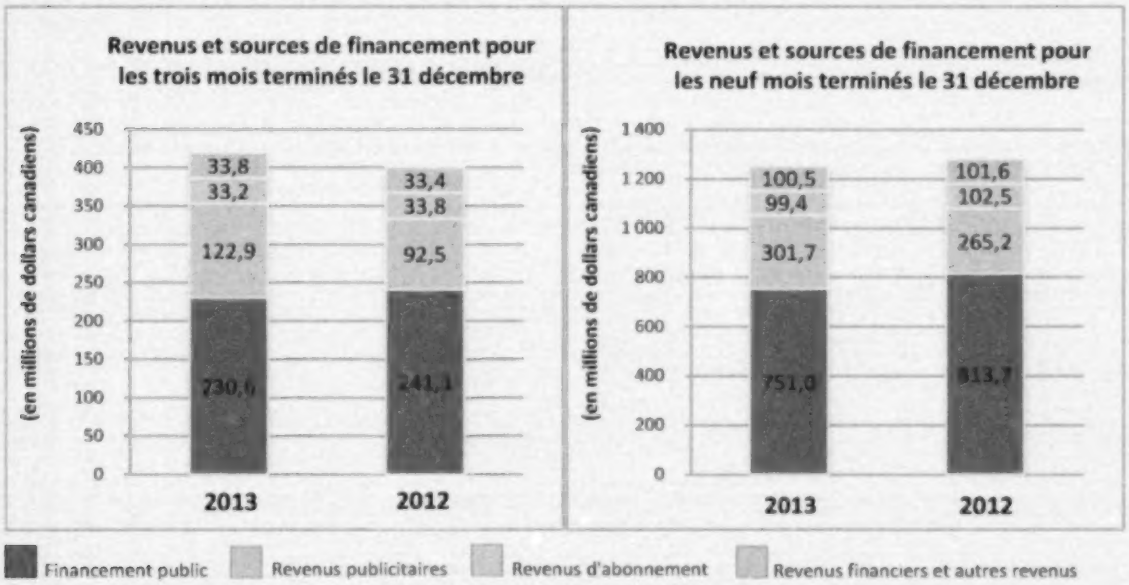
Depuis le mois de septembre, 425 employés ont participé à une nouvelle série d'ateliers sur le respect. Piloté par un comité mixte patronal-syndical, le Groupe de travail sur la santé des employés (GTSE), ce programme aide nos employés à entretenir de meilleures relations, à reconnaître leurs différends et à en parler, et à faire preuve de dignité, de civisme et de respect dans leurs relations interpersonnelles. D'autres ateliers sont prévus en 2014.

Ratification de la convention collective entre CBC/Radio-Canada et la Guilde canadienne des médias

Le 31 janvier 2014, les membres de la Guilde canadienne des médias (GCM) ont ratifié une convention collective avec CBC/Radio-Canada. Celle-ci prévoit une augmentation de salaire de 1,5 % pour chacune des deux premières années, ainsi qu'une clause de réouverture pour chacune des années restantes. La convention sera en vigueur du 1er avril 2014 au 31 mars 2019.

2.2 Capacité des ressources

Nous disposons de quatre sources de financement direct : le financement public pour les activités opérationnelles et les immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et les revenus financiers et autres revenus.



La section 3 – Résultats et perspectives – renferme une analyse des écarts pour le trimestre 2013-2014 et pour les neufs premiers mois de 2013-2014, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précèdent.

Financement public

Pour le troisième trimestre de 2013-2014, le financement public a représenté environ 55 % du total des revenus et des sources de financement de la Société. Cela comprenait 26,7 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé.

Le gouvernement fédéral a annoncé des réductions de financement dans le budget fédéral de 2012. Les réductions nous visant s'élèvent à 115,0 millions de dollars jusqu'en 2014-2015. Elles comprennent, au cours de cette période, la disparition du financement ponctuel de 60,0 millions de dollars que la Société recevait annuellement depuis 2001 et qu'elle employait expressément pour investir dans la programmation canadienne. D'ici la fin de l'exercice en cours, les crédits parlementaires reçus devraient être inférieurs de 23,9 millions de dollars à ceux de l'an passé. Ce calcul tient compte de la réduction de 41,8 millions de dollars correspondant à notre participation aux compressions annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2012, en partie compensée par le financement au titre de l'inflation salariale pour l'exercice 2013-2014 accordé pour la première fois depuis l'exercice 2009-2010. La totalité des réductions de 115,0 millions de dollars annoncée en 2012 sera atteinte en 2014-2015.

Un gel du financement au titre de l'inflation salariale pour les exercices 2014-2015 et 2015-2016 a été confirmé par le gouvernement dans sa plus récente Mise à jour économique. Cela signifie que toute hausse au titre de l'inflation salariale consentie aux employés de CBC/Radio-Canada devra être financée par des réductions de coûts dans d'autres secteurs. Ainsi, chaque hausse salariale de 0,5 % représentera des coûts additionnels de 5 millions de dollars pour la Société.

Revenus publicitaires

Nous tirons des revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généraliste et sur nos chaînes spécialisées, à l'antenne de CBC Radio 2 et d'Espace musique et sur d'autres plateformes. Au cours du troisième trimestre de 2013-2014, ces revenus ont représenté environ 29 % du total des revenus et des sources de financement de la Société. Cette proportion diminuera avec la fin, en juin 2014, de l'entente conclue par CBC avec la LNH.

Les revenus publicitaires constatés au troisième trimestre sont normalement plus élevés que ceux du deuxième trimestre en raison du caractère saisonnier de la grille de radiodiffusion.

Revenus d'abonnement

Les revenus d'abonnement de nos services spécialisés, soit CBC News Network, *documentary*, ICI Explora, ICI ARTV et ICI RDI, ont représenté environ 8 % du total des revenus et des sources de financement pour le troisième trimestre de 2013-2014.

Revenus financiers et autres revenus

Les revenus financiers et les autres revenus, notamment les contributions provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL), ainsi que les fonds issus du Fonds des médias du Canada (FMC) et d'activités comme la vente d'émissions, la location de cars de reportage à des tiers, la location d'actifs immobiliers, la location d'espaces aux sites d'émetteurs de la Société et le marchandisage, ont compté pour environ 8 % du total des revenus et des sources de financement au cours du troisième trimestre de 2013-2014. De cette somme, les contributions provenant du FAPL se sont élevées à 3,8 millions de dollars pour ce trimestre (22,2 millions depuis le début de l'exercice). Le FAPL sera éliminé le 31 août 2014.

Capacité d'emprunt

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54. (3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre Plan d'entreprise pour être approuvé par le ministre des Finances.

En juin 2013, le ministre a donné son accord de principe à des emprunts d'un montant total de 25,0 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014. Les lignes directrices établies par le ministère des Finances limitent nos activités d'emprunt à des initiatives à court terme, avec une période de récupération d'un maximum de six ans. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47. (1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté. Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

3. Résultats et perspectives

3.1 Résultats

Sommaire – Résultat net

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Revenus	189 897	159 680	18,9	501 616	469 355	6,9
Dépenses	(460 893)	(434 868)	(6,0)	(1 315 372)	(1 367 563)	3,8
Financement public	230 585	241 285	(4,4)	750 959	813 710	(7,7)
Résultat avant éléments hors activités opérationnelles	**(40 411)**	**(33 903)**	**(19,2)**	**(62 797)**	**(84 498)**	**25,7**
Éléments hors activités opérationnelles	(286)	19 354	(101,5)	(2 560)	18 230	(114,0)
Résultat net de la période	**(40 697)**	**(14 549)**	**(179,7)**	**(65 357)**	**(66 268)**	**1,4**
Résultat d'exploitation sur une base courante[2]	**(15 841)**	**(10 095)**	**(56,9)**	**(6 988)**	**(25 160)**	**72,2**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

[2] Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté ci-dessous.

Le résultat en IFRS et le résultat d'exploitation sur une base courante sont inférieurs à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultat en IFRS

Au troisième trimestre, les revenus ont augmenté de 30,2 millions de dollars (18,9 %) et les dépenses, de 26,0 millions de dollars (6,0 %). Ces augmentations tiennent en grande partie au fait que les chiffres du troisième trimestre comprennent les revenus publicitaires et les coûts de production rattachés à la diffusion en direct des matchs de hockey professionnel à l'émission *Hockey Night in Canada* (*HNIC*). Dans la saison dernière de la LNH, marquée par un lock-out, nous n'avons touché aucun revenu publicitaire et n'avons assumé aucun coût de production pour *HNIC* au troisième trimestre. Depuis le début de l'exercice, les revenus ont augmenté de 32,3 millions de dollars (6,9 %), eu égard également à la reprise des activités de la LNH.

De même, de nouvelles initiatives génératrices de revenus ont contribué à compenser la réduction des contributions du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) en raison de son abolition progressive. Les dépenses engagées depuis le début de l'exercice ont diminué de 52,2 millions de dollars (3,8 %) en raison de la baisse des coûts opérationnels et de la réduction des dépenses consécutivement à la restructuration qui a fait suite au budget fédéral de 2012. L'augmentation des coûts au troisième trimestre de 2013-2014 liés à la diffusion de *HNIC* a été largement compensée par ces initiatives de réduction des coûts.

Le financement public comptabilisé à des fins comptables a connu une baisse de 10,7 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à la même période au cours de l'exercice précédent. Cette baisse reflète le rapprochement entre le financement pour les activités opérationnelles comptabilisé en résultat et nos coûts budgétaires trimestriels. De plus, un montant inférieur au titre du financement des immobilisations a également été reconnu ce trimestre comparativement à l'an passé en raison de la mise hors service de nos actifs de télévision analogique.

Le résultat net reflète une perte de 40,7 millions de dollars pour le troisième trimestre et une perte de 65,4 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice. Au troisième trimestre, ces résultats sont inférieurs à ceux des mêmes périodes l'an dernier, parce qu'en 2012, les éléments hors activités opérationnelles étaient surtout constitués d'un gain sur la vente de sites d'émetteurs à Calgary et à Edmonton. Le résultat net comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

Rapprochement du résultat net en IFRS avec le résultat d'exploitation sur une base courante

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec la méthodologie du financement public. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de la période. Des ajustements concernent également l'amortissement d'immobilisations ainsi que l'amortissement du financement des immobilisations différé, tous des éléments hors trésorerie. Leurs montants pour les neuf premiers mois de l'exercice considéré sont inférieurs à ceux de la période correspondante en 2012-2013. En effet, l'an dernier, la dotation aux amortissements, les coûts de mise hors service et le financement des immobilisations étaient plus élevés en raison de l'abandon accéléré de nos actifs de télévision analogique, de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI et d'autres initiatives de réduction des coûts. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

Depuis le 1er avril 2013, CBC/Radio-Canada est tenue d'appliquer une norme comptable révisée (IAS 19R – *Avantages du personnel*). Il s'ensuit que, s'agissant des régimes de retraite, une plus grande portion des dépenses sans effet sur la trésorerie n'est plus comptabilisée en « autres éléments du résultat global », mais entre plutôt dans le calcul du « résultat net de la période ».

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Résultat net de la période	**(40 697)**	**(14 549)**	**(179,7)**	**(65 357)**	**(66 268)**	**1,4**
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation						
Avantages du personnel	12 558	10 283	(22,1)	44 175	39 510	(11,8)
Amortissement et coûts de mise hors service	31 468	33 611	6,4	94 864	140 865	32,7
Amortissement du financement des immobilisations différé	(26 715)	(28 809)	7,3	(82 265)	(120 802)	31,9
Autres	7 545	(10 631)	171,0	1 595	(18 465)	108,6
Résultat d'exploitation sur une base courante	**(15 841)**	**(10 095)**	**(56,9)**	**(6 988)**	**(25 160)**	**72,2**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Sommaire – Total du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Résultat net de la période	**(40 697)**	**(14 549)**	**(179,7)**	**(65 357)**	**(66 268)**	**1,4**
Autres éléments du résultat global	111 649	206 725	(46,0)	256 968	(56 922)	551,4
Total du résultat global de la période	**70 952**	**192 176**	**(63,1)**	**191 611**	**(123 190)**	**255,5**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Outre l'incorporation de dépenses relatives aux régimes de retraite dans le résultat net, des réévaluations trimestrielles des régimes d'avantages du personnel postérieurs à l'emploi, dont les régimes de retraite, ont porté les autres éléments du résultat global à 111,6 millions de dollars au troisième trimestre et à 257,0 millions de dollars depuis le début de l'exercice. Pour toutes les périodes concernées, les autres éléments du résultat global sont constitués de réévaluations sans effet sur la trésorerie qui sont attribuables à des changements ayant trait aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes, de même que d'un ajustement sans effet sur la trésorerie découlant de l'adoption de nouvelles hypothèses sur la mortalité.

Effet de la révision de la norme comptable sur les régimes de retraite

La mise en application, le 1er avril 2013, de la norme comptable révisée IAS 19R – *Avantages du personnel* a exigé des modifications aux informations financières pour toutes les périodes présentées dans ce rapport, augmentant en conséquence la charge de retraite comptabilisée en résultat net. Cependant, l'adoption de cette norme n'a pas eu d'effet sur les niveaux de capitalisation et de cotisation requis pour que la Société puisse remplir son obligation au titre des prestations de retraite.

En vertu de la norme révisée, le résultat net des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2013 comprend une charge de retraite respectivement de 33,8 millions de dollars et de 101,0 millions de dollars. Ces charges sont comparables à celles qui ont été comptabilisées pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit respectivement 31,5 millions de dollars et 94,6 millions de dollars. Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, l'application de la norme révisée a entraîné une diminution de 23,2 millions de dollars du résultat net et une augmentation équivalente des autres éléments du résultat global. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012, l'effet sur le résultat net a été une baisse de 69,6 millions de dollars, compensée par une augmentation équivalente des autres éléments du résultat global.

La note 2C, *Principales méthodes comptables*, des notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, présente plus d'informations à cet égard.

Revenus

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012	Écart en %	2013	2012	Écart en %
Revenus publicitaires						
Services anglais	78 689	47 427	65,9	192 408	158 319	21,5
Services français	44 258	45 040	(1,7)	109 301	106 923	2,2
	122 947	92 467	33,0	301 709	265 242	13,7
Revenus d'abonnement						
Services anglais	18 620	19 734	(5,6)	56 162	59 112	(5,0)
Services français	14 535	14 111	3,0	43 256	43 354	(0,2)
	33 155	33 845	(2,0)	99 418	102 466	(3,0)
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	13 328	13 227	0,8	40 334	42 664	(5,5)
Services français	10 216	12 252	(16,6)	29 992	34 810	(13,8)
Services institutionnels	10 251	7 889	29,9	30 163	24 173	24,8
	33 795	33 368	1,3	100 489	101 647	(1,1)
TOTAL	**189 897**	**159 680**	**18,9**	**501 616**	**469 355**	**6,9**

Les paragraphes qui suivent expliquent les augmentations des revenus de 30,2 millions de dollars (18,9 %) et de 32,3 millions de dollars (6,9 %) survenues respectivement au troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2013-2014, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice 2012-2013.

Revenus publicitaires

Les revenus publicitaires ont été en hausse de 30,5 millions de dollars (33,0 %) au troisième trimestre de l'exercice 2013-2014, et de 36,5 millions de dollars (13,7 %) depuis le début de l'exercice, principalement du fait de l'absence, au cours de la même période, de matchs de hockey en direct dans la grille de programmation de CBC. Par ailleurs, les Services français et les Services anglais ont vu leurs revenus publicitaires diminuer au cours du trimestre à cause d'un affaiblissement du marché publicitaire.

Au troisième trimestre, les revenus publicitaires des Services anglais ont augmenté de 31,3 millions de dollars (65,9 %) principalement en raison de la diffusion de 31 matchs de hockey pendant la saison régulière de la LNH; par comparaison, aucun match n'avait été présenté au troisième trimestre de l'an dernier à cause du lock-out dans la LNH. La progression de 34,1 millions de dollars (21,5 %) enregistrée depuis le début de l'exercice s'explique également par la révision du calendrier de la LNH au printemps de 2013. Le nouveau calendrier a ajouté sept matchs de la saison régulière à la programmation de l'émission *HNIC*, et retranché trois matchs des séries éliminatoires, par rapport à la même période en 2012-2013.

Du côté des Services français, les revenus publicitaires ont accusé une légère baisse de 0,8 million de dollars (1,7 %) à cause d'un certain affaiblissement de l'ensemble du marché publicitaire dans les derniers mois de 2013. Depuis le début de l'exercice, ils ont augmenté de 2,4 millions de dollars (2,2 %) sous l'impulsion de nouvelles initiatives génératrices de revenus, comme le contenu de marque.

Revenus d'abonnement

Les revenus d'abonnement ont régressé de 0,7 million de dollars (2,0 %) au troisième trimestre, et de 3,0 millions de dollars (3,0 %) depuis le début de l'exercice, comparativement aux mêmes périodes l'an dernier. Ce manque à recevoir, qui s'explique essentiellement par la vente de **bold** le 25 mars 2013, a toutefois été compensé en partie par les revenus plus élevés provenant d'ICI Explora, le nouveau service lancé en mars 2012.

Revenus financiers et autres revenus

Les revenus financiers et les autres revenus se sont accrus de 0,4 million de dollars (1,3 %) au troisième trimestre, mais ont diminué de 1,2 million de dollars (1,1 %) pour les neuf premiers mois de l'exercice, comparativement aux revenus enregistrés aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le FAPL a diminué ses contributions pendant le troisième trimestre, à hauteur de 1,7 million de dollars (44,6 %) pour les Services anglais et de 2,0 millions de dollars (53,2 %) pour les Services français. Cependant, les autres revenus des Services anglais, tirés principalement de la location de cars de reportage, ont augmenté à la suite de la fin du lock-out de la LNH.

Depuis le début de l'exercice, le fléchissement de 2,3 millions de dollars (5,5 %) comptabilisé pour les Services anglais et le recul de 4,8 millions de dollars (13,8 %) constaté pour les Services français tiennent surtout à la diminution des contributions du FAPL.

En ce qui a trait aux services institutionnels, les hausses de 2,4 millions de dollars (29,9 %) au troisième trimestre et de 6,0 millions de dollars (24,8 %) pour les neuf premiers mois de l'exercice proviennent essentiellement de la croissance des revenus locatifs à Toronto, ce qui cadre avec notre plan de réduction de l'empreinte immobilière de la Société.

Dépenses opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2013	2012 (révisés[1])	Écart en %	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Services de télévision, de radio et de nouveaux médias						
Services anglais	245 214	215 197	13,9	717 434	703 299	2,0
Services français	187 251	190 399	(1,7)	513 587	537 006	(4,4)
	432 465	405 596	6,6	1 231 021	1 240 305	(0,7)
Transmission, distribution et collecte	18 163	18 572	(2,2)	53 057	94 034	(43,6)
Administration nationale	2 858	2 784	2,7	8 125	8 469	(4,1)
Paiements aux stations privées	503	625	(19,5)	1 771	1 897	(6,6)
Charges financières	7 678	7 903	(2,8)	23 245	23 856	(2,6)
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(774)	(612)	26,5	(1 847)	(998)	85,1
TOTAL	**460 893**	**434 868**	**6,0**	**1 315 372**	**1 367 563**	**(3,8)**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Les paragraphes qui suivent expliquent l'augmentation de 26,0 millions de dollars (6,0 %) des dépenses opérationnelles au troisième trimestre de 2013-2014, et la diminution de 52,2 millions de dollars (3,8 %) depuis le début de l'exercice, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Services de télévision, de radio et de nouveaux médias

L'augmentation de 30,0 millions de dollars (13,9 %) des dépenses des Services anglais par rapport à celles du troisième trimestre de l'an dernier est principalement attribuable aux coûts de programmation entraînés par le retour de l'émission *HNIC* après le lock-out de la LNH l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, les mesures d'économie, la fin du contrat des émissions *Jeopardy!* et *Wheel of Fortune* ainsi que la vente de **bold** ont contribué à compenser la hausse des coûts de la diffusion des matchs de hockey cette année, et de ce fait, à limiter à 14,1 millions de dollars (2,0 %) la croissance des dépenses des Services anglais depuis le début de l'exercice.

Les dépenses des Services français ont diminué à hauteur de 3,1 millions de dollars (1,7 %) ce trimestre suite aux initiatives de réduction des coûts de programmation et des coûts opérationnels de Radio Canada International (RCI). Depuis le début de l'exercice, les dépenses ont fléchi de 23,4 millions de dollars (4,4 %) par suite de la baisse du financement de la programmation et des activités opérationnelles dans la foulée du budget fédéral de 2012 ainsi que de la diminution des contributions du FAPL.

Autres dépenses opérationnelles

Les coûts de transmission, de distribution et de collecte ont été réduits de 0,4 million de dollars (2,2 %) au troisième trimestre, et de 41,0 millions de dollars (43,6 %) depuis le début de l'exercice, comparativement aux coûts comptabilisés dans les périodes correspondantes de l'an dernier. Cette situation est principalement le fait de deux initiatives de compressions des coûts, à savoir l'accélération de la mise hors service des derniers émetteurs de télévision analogique et l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI. Ces deux initiatives ont entraîné une augmentation de la dotation aux amortissements ainsi que la constatation de coûts de mise hors service l'an dernier, mais elles diminueront nos coûts opérationnels récurrents.

Financement public

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012	Écart en %	2013	2012	Écart en %
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	202 870	211 810	(4,2)	665 694	690 242	(3,6)
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	666	50,2	3 000	2 666	12,5
Amortissement du financement des immobilisations différé	26 715	28 809	(7,3)	82 265	120 802	(31,9)
TOTAL	**230 585**	**241 285**	**(4,4)**	**750 959**	**813 710**	**(7,7)**

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles a diminué de 8,9 millions de dollars (4,2 %) au troisième trimestre comparativement à la même période de l'exercice précédent, et de 24,5 millions de dollars (3,6 %) depuis le début de l'exercice. Les crédits parlementaires sont comptabilisés en fonction des besoins prévus, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période.

D'ici la fin de l'exercice 2013-2014, les crédits parlementaires devraient être inférieurs de 23,9 millions de dollars par rapport à ceux de 2012-2013. Ce montant reflète une baisse de 41,8 millions de dollars, qui correspond à notre participation aux réductions de financement annoncées par le gouvernement fédéral dans son budget de 2012, en partie compensée par le financement au titre de l'inflation des salaires en 2013-2014 accordé pour la première fois depuis 2009-2010.

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé comme un financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio- Canada.

Éléments hors activités opérationnelles

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	**2012**	**Écart en %**	**2013**	**2012**	**Écart en %**
(Perte) gain sur la sortie d'immobilisations corporelles	(286)	18 491	(101,5)	(2 560)	17 367	(114,7)
Gain sur la vente de bons de souscription	-	863	(100,0)	-	863	(100,0)
Éléments hors activités opérationnelles	**(286)**	**19 354**	**(101,5)**	**(2 560)**	**18 230**	**(114,0)**

Au chapitre des éléments hors activités opérationnelles, des pertes de 0,3 million de dollars pour le troisième trimestre et de 2,6 millions de dollars depuis le début de l'exercice ont été constatées sur les sorties d'équipements en lien avec la modernisation des équipements de la Société. Des pertes semblables avaient été constatées l'an dernier au titre du renouvellement des équipements. Cependant, les éléments hors activités opérationnelles étaient globalement à la hausse pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2012 en raison d'un gain de 18,5 millions de dollars comptabilisé sur la sortie de sites d'émetteurs à Calgary et à Edmonton. Ces sites servaient auparavant à la transmission des signaux des services de radio de langue anglaise. Nous avons déménagé les émetteurs radio à des emplacements moins coûteux.

Total du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %	2013	2012 (révisés[1])	Écart en %
Résultat net de la période	**(40 697)**	**(14 549)**	**(179,7)**	**(65 357)**	**(66 268)**	**1,4**
Autres éléments du résultat global						
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	111 649	206 725	(46,0)	256 968	(56 922)	551,4
Total du résultat global de la période	**70 952**	**192 176**	**(63,1)**	**191 611**	**(123 190)**	**255,5**

[1] Les montants de l'exercice 2012 ont été révisés par suite de l'adoption de la norme comptable révisée sur les régimes de retraite. Voir la note 2C, Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées, des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Au titre des autres éléments du résultat global, un gain de 111,6 millions de dollars a été comptabilisé dans le trimestre considéré, comparativement à 206,7 millions au troisième trimestre de l'an dernier. D'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de nos régimes de retraite quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles sont à l'origine de ces résultats. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière. Dans le trimestre à l'étude, nous avons aussi comptabilisé un ajustement sans effet sur la trésorerie, lié à des changements dans les hypothèses sur la mortalité.

Le total des autres éléments du résultat global pour le trimestre, soit 111,6 millions de dollars, est attribuable à un écart favorable du rendement des actifs des régimes sur leur rendement hypothétique et à une augmentation de 0,25 point de pourcentage du taux d'actualisation. De plus, nous avons comptabilisé une charge sans effet sur la trésorerie résultant du changement mentionné ci-dessus dans les hypothèses sur la mortalité de 200,7 millions de dollars. Pour la même période l'an dernier, le total de 206,7 millions de dollars résultait d'une augmentation de 0,25 point de pourcentage du taux d'actualisation et d'un rendement des actifs des régimes légèrement supérieur au rendement utilisé dans nos hypothèses.

3.2 Situation financière, flux de trésorerie et liquidités

Les flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, d'investissement et de financement pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2013 sont résumés dans le tableau suivant. Notre solde de trésorerie s'élevait à 34,6 millions de dollars au 31 décembre 2013, comparativement à 51,5 millions de dollars au 31 mars 2013.

Position de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2013	2012	Écart en %	2013	2012	Écart en %
Flux de trésorerie - Début de la période	**81 647**	**48 497**	**68,4**	**51 459**	**64 277**	**(19,9)**
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(22 373)	22 345	(200,1)	1 099	17 319	(93,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(26 059)	(25 747)	(1,2)	(55 328)	(54 882)	(0,8)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	1 411	14 300	(90,1)	37 396	32 681	14,4
Écart net	(47 021)	10 898	(531,5)	(16 833)	(4 882)	(244,8)
Flux de trésorerie - Fin de la période	**34 626**	**59 395**	**(41,7)**	**34 626**	**59 395**	**(41,7)**

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 22,4 millions de dollars dans le trimestre considéré, comparativement à des entrées de trésorerie de 22,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les entrées de trésorerie atteignent 1,1 million de dollars, contre 17,3 millions de dollars l'an dernier. Ces fluctuations tiennent essentiellement à des variations normales du fonds de roulement et au moment où nous recevons le crédit parlementaire applicable à nos activités opérationnelles.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie comparables à celles de l'an dernier, pour le troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de l'exercice. Ces sorties, évaluées à 26,1 millions de dollars au troisième trimestre et à 55,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice, ont trait au versement d'intérêts, aux remboursements semestriels des obligations liées au Centre canadien de radiodiffusion, à des effets à payer et à notre obligation au titre de contrats de location-financement.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 1,4 million de dollars dans le trimestre considéré, contre 14,3 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les entrées comptabilisées l'an dernier comprenaient la somme de 20,4 millions de dollars provenant de la sortie d'immobilisations corporelles excédentaires, en lien avec notre plan financier. Ces entrées ont été compensées en partie par une hausse du financement des immobilisations reçu au troisième trimestre cette année, par rapport à celui reçu au troisième trimestre de l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, l'écart favorable des entrées de cette année (37,4 millions de dollars) sur celles de l'an dernier (32,7 millions de dollars) tient au fait que nous avons reçu le financement des immobilisations avant d'acquérir les immobilisations corporelles et incorporelles s'y rattachant. Cet écart favorable est compensé en partie par les entrées plus élevées comptabilisées l'an dernier au titre des sorties d'immobilisations corporelles excédentaires.

3.3 Le point sur les perspectives et les risques

Au cours du troisième trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre de la deuxième année de notre plan financier triennal que nous avons rendu public le 4 avril 2012, pour répondre à la réduction de 115 millions de dollars sur trois ans de nos crédits parlementaires inscrite dans le budget fédéral de 2012. Nous continuons de suivre ce plan de près et nous le rajustons au gré de l'évolution de la situation de manière à atteindre deux objectifs principaux : i) maintenir notre capacité de nous acquitter du mandat que nous confère la *Loi sur la radiodiffusion* et ii) continuer d'appliquer la Stratégie 2015 en offrant des émissions canadiennes de grande qualité, en augmentant notre présence régionale et les retombées de notre action à l'échelle locale, et en investissant davantage dans les plateformes numériques. Néanmoins, les défis financiers qui nous attendent sont importants.

L'entente visant les droits de diffusion télévisuelle et numérique conclue par CBC avec la LNH vient à échéance en juin 2014. Le 25 novembre 2013, la Société a signé une entente avec Rogers Communications Inc. (Rogers) qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada (HNIC)*. Cette entente fait suite à la transaction conclue entre Rogers et la LNH concernant les droits de diffusion des matchs de hockey au Canada, et qui entrera en vigueur à la saison 2014-2015. En vertu de cette entente, nous continuerons de diffuser *HNIC*, une icône culturelle canadienne, mais nous ne paierons plus les droits de diffusion et nous ne percevrons plus les revenus publicitaires qui y sont associés pendant les quatre prochaines années. Par ailleurs, nous fournirons des ressources de production pour les matchs de hockey diffusés sur CBC, et demeurerons propriétaire de la marque *HNIC*. Par contre, Rogers aura un droit de regard sur tout le contenu. Ce changement entraînera des réductions de personnel, dont l'ampleur n'a pas encore été déterminée, mais qui auraient été bien plus importantes si CBC avait été contrainte de se retirer entièrement du hockey.

À CBC, les revenus publicitaires de la télévision généraliste associés à la programmation autre que le hockey sont sous pression en raison d'un affaiblissement du marché de la publicité dans son ensemble et d'un rendement inférieur aux prévisions pour la tranche démographique clé des 25-54 ans.

Les revenus publicitaires de CBC Radio 2 et d'Espace musique ont été inférieurs aux prévisions. En outre, les tendances changeantes observées dans les abonnements aux services de télévision généraliste risquent de freiner la croissance des revenus d'abonnement.

Enfin, dans sa Mise à jour économique du 12 novembre 2013, le gouvernement a confirmé qu'il réinstaurait le gel du financement au titre de l'inflation salariale pour les exercices 2014-2015 et 2015-2016. Cela signifie que toute hausse au titre de l'inflation salariale consentie aux employés de CBC/Radio-Canada devra être financée par des réductions de coûts dans d'autres secteurs.

Ces défis financiers seront pris en compte dans la planification opérationnelle et le processus budgétaire du prochain exercice financier, et seront au cœur du plan stratégique de la Société au-delà de 2015.

Les instances à venir du CRTC sur les politiques, comme son initiative *Parlons télé* et son examen ciblé de la radio commerciale, pourraient mener à des changements réglementaires ayant des répercussions sur l'exploitation de nos réseaux de télévision et de radio, ainsi que sur nos revenus publicitaires.

Plusieurs conventions collectives doivent être renégociées en 2014. Le 31 janvier 2014, CBC/Radio-Canada et la Guilde canadienne des médias (GCM) ont ratifié une convention collective de cinq ans, qui prendra effet le 1er avril 2014 et sera valide jusqu'en 2019. La réussite des négociations avec nos syndicats renforce notre entreprise, notre image de marque et nos relations de travail.

Le 1er août 2012, le Comité international olympique a annoncé qu'il nous accordait les droits de radiodiffusion pour le Canada des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi 2014 et des Jeux olympiques d'été de Rio 2016. La diffusion des Jeux olympiques en question entraînera une augmentation importante de nos revenus et de nos dépenses en 2013-2014 et en 2016-2017, mais nous prévoyons atteindre au moins l'équilibre budgétaire pour ces manifestations sportives internationales de premier ordre.

Nous nous attendons à ce que notre portefeuille immobilier génère des revenus accrus, à mesure que nous louerons les locaux inutilisés dans certains de nos immeubles. Nous envisageons également de réduire nos coûts totaux d'occupation et notre risque immobilier en vendant et en libérant certains immeubles que nous détenons pour louer des locaux convenant mieux à nos activités. Nous continuons de préparer les locaux pour accueillir un nouveau locataire qui occupera environ 168 000 pieds carrés au Centre canadien de radiodiffusion à Toronto. Nous nous préparons aussi à quitter en 2015 les deux immeubles dont nous sommes propriétaires à Halifax pour déménager dans un immeuble loué. En juin 2013, nous avons lancé une demande de propositions pour examiner différentes options de réaménagement pour notre établissement de Montréal; les soumissionnaires déposeront leur proposition au cours du prochain exercice financier.

CBC/Radio-Canada travaille actuellement à la conception d'une feuille de route stratégique qui la guidera au-delà de 2015, et jusqu'en 2020. Ce processus est important étant donné la souplesse financière limitée de la Société dans un environnement où la télévision traditionnelle perd des auditoires au profit de la télévision spécialisée et d'autres plateformes, marqué par l'évolution technologique, la perte des droits professionnels du hockey ainsi que la consolidation et la fragmentation de l'industrie.

Une analyse détaillée des risques et des stratégies d'atténuation est incluse dans le Rapport annuel de 2012-2013, et s'accompagne d'une analyse de l'évolution des principaux risques comprise dans nos rapports trimestriels, le cas échéant.

4. Présentation de l'information financière

4.1 Estimations comptables importantes et normes comptables futures

Changements futurs dans les normes comptables

Les changements futurs dans les normes comptables sont présentés à la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Changements importants dans les estimations comptables

Les hypothèses sur la mortalité ont été revues pendant le trimestre considéré pour refléter l'expérience du régime de retraite de la Société. L'impact de ces changements sur l'obligation au titre des prestations définies est pris en compte dans les états financiers du trimestre. La note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires présente plus de détails à ce sujet.

4.2 Transactions entre parties liées

Dans le cadre de l'exploitation courante, la Société conclut des transactions avec des parties liées. Voir la note 17 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

5. Déclaration de la responsabilité de la direction par des cadres supérieurs

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés résumés conformément à la norme IAS 34 : *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés.

Hubert T. Lacroix,

Président-directeur général

Suzanne Morris,

Vice-présidente et chef de la direction financière

Ottawa, Canada

26 février 2014

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013 (révisés - NOTE 2C)
ACTIF		
Courant		
Trésorerie	34 626	51 459
Clients et autres créances (NOTE 3)	197 366	184 470
Programmation (NOTE 4)	190 127	145 379
Stocks de marchandisage	307	755
Charges payées d'avance (NOTE 5)	121 760	137 563
Billets à recevoir	2 269	2 154
Investissement net dans un contrat de location-financement	2 522	2 387
Instruments financiers dérivés (NOTE 18)	341	629
Actifs classés comme détenus en vue de la vente (NOTE 6)	5 413	1 801
	554 731	**526 597**
Non courant		
Immobilisations corporelles (NOTE 6)	951 112	997 710
Immobilisations incorporelles (NOTE 7)	19 947	17 563
Actifs sous contrat de location-financement	36 214	41 374
Actifs au titre des régimes de retraite (NOTE 10)	3 891	-
Billets à recevoir	46 548	48 250
Investissement net dans un contrat de location-financement	50 798	52 706
Charges différées	21 423	9 509
Participation dans des entreprises associées (NOTE 8)	113	3 490
	1 130 046	**1 170 602**
TOTAL DE L'ACTIF	**1 684 777**	**1 697 199**
PASSIF		
Courant		
Créditeurs et charges à payer (NOTE 9)	78 547	96 213
Provisions (NOTE 11)	53 234	51 296
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 10)	128 201	135 593
Dette obligataire	15 886	20 578
Obligations au titre de contrats de location-financement	11 569	10 906
Effets à payer	6 811	7 960
Revenus différés	13 602	8 982
Crédit parlementaire d'exploitation reporté (NOTE 13)	54 853	-
Passif d'encaissement anticipé	1 875	1 875
	364 578	**333 403**
Non courant		
Revenus différés	16 400	9 039
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (NOTE 10)	134 687	343 605
Dette obligataire	264 599	277 008
Obligations au titre de contrats de location-financement	36 685	44 447
Effets à payer	106 908	113 049
Financement des immobilisations différé (NOTE 13)	518 583	525 696
	1 077 862	**1 312 844**
Capitaux propres		
Résultats non distribués	241 840	50 392
Total des capitaux propres attribuables à la Société	**241 840**	**50 392**
Participations ne donnant pas le contrôle	**497**	**560**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	**242 337**	**50 952**
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	**1 684 777**	**1 697 199**

Engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012 (révisés - NOTE 2C)**	**2013**	**2012 (révisés - NOTE 2C)**
REVENUS (NOTE 12)				
Publicité	122 947	92 467	301 709	265 242
Revenus d'abonnement	33 155	33 845	99 418	102 466
Autres revenus	31 616	31 289	93 854	95 058
Revenus financiers	2 179	2 079	6 635	6 589
	189 897	**159 680**	**501 616**	**469 355**
CHARGES				
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	432 465	405 596	1 231 021	1 240 305
Transmission, distribution et collecte	18 163	18 572	53 057	94 034
Administration nationale	2 858	2 784	8 125	8 469
Paiements aux stations privées	503	625	1 771	1 897
Charges financières	7 678	7 903	23 245	23 856
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(774)	(612)	(1 847)	(998)
	460 893	**434 868**	**1 315 372**	**1 367 563**
Perte opérationnelle avant financement public et éléments hors activités opérationnelles	**(270 996)**	**(275 188)**	**(813 756)**	**(898 208)**
FINANCEMENT PUBLIC (NOTE 13)				
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles	202 870	211 810	665 694	690 242
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	666	3 000	2 666
Amortissement du financement des immobilisations différé	26 715	28 809	82 265	120 802
	230 585	**241 285**	**750 959**	**813 710**
Résultat net avant éléments hors activités opérationnelles	**(40 411)**	**(33 903)**	**(62 797)**	**(84 498)**
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
(Perte) gain sur la sortie d'immobilisations corporelles	(286)	18 491	(2 560)	17 367
Gain sur la vente de bons de souscription	-	863	-	863
	(286)	**19 354**	**(2 560)**	**18 230**
Résultat net de la période	**(40 697)**	**(14 549)**	**(65 357)**	**(66 268)**
Résultat net attribuable :				
À la Société	(40 782)	(14 630)	(65 520)	(66 453)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	85	81	163	185
	(40 697)	(14 549)	(65 357)	(66 268)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	2012 (révisés - NOTE 2C)	2013	2012 (révisés - NOTE 2C)
RÉSULTAT GLOBAL				
Résultat net de la période	(40 697)	(14 549)	(65 357)	(66 268)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net				
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	111 649	206 725	256 968	(56 922)
Total du résultat global de la période	**70 952**	**192 176**	**191 611**	**(123 190)**
Total du résultat global attribuable :				
À la Société	70 867	192 095	191 448	(123 375)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	85	81	163	185
	70 952	192 176	191 611	(123 190)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2013		
	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2013	170 973	412	171 385
Variations de la période			-
Résultat net de la période	(40 782)	85	(40 697)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	111 649	-	111 649
Total du résultat global pour la période	70 867	85	70 952
Solde au 31 décembre 2013	**241 840**	**497**	**242 337**

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2012		
	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2012, tel qu'indiqué précédemment	(254 474)	460	(254 014)
Changement résultant de l'application rétrospective d'une norme comptable révisée (révisés - NOTE 2C)	306	-	306
Variations de la période			-
Résultat net de la période (révisés - NOTE 2C)	(14 630)	81	(14 549)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies (révisé - NOTE 2C)	206 725	-	206 725
Total du résultat global pour la période	192 095	81	192 176
Solde au 31 décembre 2012	**(62 073)**	**541**	**(61 532)**

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2013		
	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2013, tel qu'indiqué précédemment	50 162	560	50 722
Changement résultant de l'application rétrospective d'une norme comptable révisée (révisés - NOTE 2C)	230	-	230
Variations de la période			
Résultat net de la période	(65 520)	163	(65 357)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	256 968	-	256 968
Total du résultat global pour la période	191 448	163	191 611
Distributions aux actionnaires sans contrôle	-	(226)	(226)
Solde au 31 décembre 2013	**241 840**	**497**	**242 337**

	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2012		
	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2012, tel qu'indiqué précédemment	60 996	356	61 352
Changement résultant de l'application rétrospective d'une norme comptable révisée (révisés - NOTE 2C)	306	-	306
Variations de la période			-
Résultat net de la période (révisés - NOTE 2C)	(66 453)	185	(66 268)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies (révisé - NOTE 2C)	(56 922)	-	(56 922)
Total du résultat global pour la période	(123 375)	185	(123 190)
Solde au 31 décembre 2012	**(62 073)**	**541**	**(61 532)**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	2012 (révisés - NOTE 2C)	2013	2012 (révisés - NOTE 2C)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)				
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période	(40 697)	(14 549)	(65 357)	(66 268)
Ajustements :				
Perte (gain) sur la sortie d'immobilisations corporelles	286	(18 491)	2 560	(17 367)
Revenus d'intérêts	(2 179)	(2 079)	(6 635)	(6 589)
Charges financières	7 678	7 903	23 245	23 856
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	113	(260)	288	(242)
Amortissement des immobilisations corporelles	28 635	28 052	86 149	116 391
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 629	4 243	4 987	12 808
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement	2 130	2 041	6 254	6 041
Gain sur la vente de bons de souscription	-	(863)	-	(863)
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(774)	(612)	(1 847)	(998)
Variation des charges différées	(1 037)	1 043	(11 914)	(12 454)
Amortissement du financement des immobilisations différé (NOTE 13)	(26 715)	(28 809)	(82 265)	(120 802)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	20 829	73 724	54 853	73 724
Variation des revenus différés [non courants]	6 735	1 096	6 898	1 306
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courants]	7 956	6 932	11 293	8 036
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courants]	12 553	10 279	44 159	39 496
Accroissement des billets à recevoir	(5)	(4)	(14)	(13)
Variations du fonds de roulement (NOTE 15)	(39 510)	(47 301)	(71 355)	(38 743)
	(22 373)	**22 345**	**1 099**	**17 319**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement	(2 785)	(2 548)	(8 191)	(7 542)
Remboursement de la dette obligataire	(5 869)	(5 451)	(11 525)	(10 704)
Remboursement d'effets à payer	(2 998)	(2 863)	(5 928)	(5 660)
Distributions aux actionnaires sans contrôle	(226)	-	(226)	-
Intérêts payés	(14 181)	(14 885)	(29 458)	(30 976)
	(26 059)	**(25 747)**	**(55 328)**	**(54 882)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations (NOTE 13)	23 999	16 000	75 152	65 568
Acquisition d'immobilisations corporelles	(26 119)	(23 974)	(47 124)	(59 296)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 149)	(2 324)	(7 511)	(5 108)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	415	20 410	1 542	20 620
Recouvrement des billets à recevoir	536	500	1 580	1 473
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement	568	529	1 675	1 561
Produit de la vente de bons de souscription	-	863	-	863
Dividendes reçus	1 875	-	5 223	-
Intérêts reçus	2 286	2 296	6 859	7 000
	1 411	**14 300**	**37 396**	**32 681**
Variation de la trésorerie	**(47 021)**	**10 898**	**(16 833)**	**(4 882)**
Trésorerie, début de la période	**81 647**	**48 497**	**51 459**	**64 277**
Trésorerie, fin de la période	**34 626**	**59 395**	**34 626**	**59 395**

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2013 (non audité)

(En milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Renseignements généraux

À titre de radiodiffuseur public national, CBC/Radio-Canada (la Société) offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, de télévision et de nouveaux médias présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

La Société est une société d'État fédérale domiciliée au Canada. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 26 février 2014.

2. Principales méthodes comptables

A. Déclaration de conformité

La Société a établi les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34).

B. Base de préparation

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule que la plupart des sociétés d'État mères doivent établir et rendre public un rapport financier trimestriel conforme à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent ensemble complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles fournies dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, à l'exception des changements de méthodes comptables exposés aux notes 2C et 2D.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Depuis la publication des derniers états financiers annuels audités de la Société au 31 mars 2013, les principales estimations et les jugements importants ont fait l'objet des changements suivants :

Principales estimations

- Après avoir mené une étude de mortalité en s'appuyant sur l'expérience de son régime de retraite, la Société a revu les hypothèses en matière de taux de mortalité sur lesquelles elle se fonde pour calculer l'obligation au titre des prestations définies du régime. Ce changement, qui est décrit plus en détail à la note 10, a pour effet d'augmenter l'obligation du fait de l'espérance de vie plus longue des participants au régime.
- La Société n'est plus tenue d'estimer le rendement attendu des actifs des régimes de retraite en raison de la révision d'IAS 19, *Avantages du personnel*, comme il est indiqué à la note 2C.

Jugements importants

- La Société consolide la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada et le Broadcast Centre Trust, puisqu'elle considère qu'elle contrôle ces entités émettrices, conformément à la définition du contrôle donnée dans IFRS 10, *États financiers consolidés*. Même si les jugements et les informations à fournir relativement à ces entités émettrices ont changé par suite de l'adoption d'IFRS 10, ceci n'a eu aucun effet sur les états financiers consolidés de la Société, comme il est précisé à la note 2C, puisque ces entités étaient également consolidées sous l'ancienne norme.

C. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées

La Société a adopté les nouvelles prises de position suivantes publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et les a appliquées le 1er avril 2013. Les normes nouvelles et les modifications apportées à des normes existantes ont eu les effets décrits ci-après sur les montants comptabilisés, la présentation de soldes ou la communication d'informations connexes dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 31 décembre 2013 et pour la période terminée le 31 décembre 2013.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Modifications à IAS 19 Avantages du personnel (IAS 19R)

La norme IAS 19, *Avantages du personnel,* a été modifiée en juin 2011 afin d'éliminer l'option du report de la comptabilisation des gains et des pertes, de modifier la présentation des variations de la valeur de l'obligation au titre des prestations définies et de celle des actifs du régime dans l'état du résultat et dans l'état du résultat global, d'exiger que l'intérêt net soit calculé au moyen du taux de rendement d'une obligation de société de première qualité, et enfin, d'améliorer les informations à fournir sur les risques associés aux régimes à prestations définies.

L'incidence de l'adoption de ces modifications a principalement eu trait au changement de méthode de calcul des revenus d'intérêts nets tirés des actifs des régimes de retraite. Ce n'est plus le rendement attendu des actifs des régimes qui est comptabilisé, comme cela était le cas jusqu'à présent en vertu de la norme précédente, mais plutôt les intérêts calculés au moyen du taux d'actualisation qui sert à mesurer l'obligation au titre des prestations définies. La nouvelle obligation de comptabiliser immédiatement en résultat net tous les frais d'administration autres que les coûts de gestion des actifs des régimes a également une incidence, toutefois moindre, sur le résultat net. Plus de précisions sur ces modifications sont données à la note 2 des états financiers de fin d'exercice audités de la Société.

La première application d'IAS 19R est assujettie à des dispositions transitoires particulières. La Société s'est conformée à ces dispositions et a révisé les chiffres comparatifs de façon rétrospective (voir les tableaux ci-après).

État consolidé du résultat

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2012		
	Référentiel antérieur	Effets d'IAS 19R	Chiffres révisés
REVENUS	159 680	-	159 680
CHARGES			
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	383 308	22 288	405 596
Transmission, distribution et collecte	17 876	696	18 572
Administration nationale	2 552	232	2 784
Paiements aux stations privées	625	-	625
Charges financières	7 903	-	7 903
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(612)	-	(612)
	411 652	23 216	434 868
FINANCEMENT PUBLIC	241 285	-	241 285
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	19 354	-	19 354
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	**8 667**	**(23 216)**	**(14 549)**

2. Principales méthodes comptables (suite)

État consolidé du résultat

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2012		
	Référentiel antérieur	**Effets d'IAS 19R**	**Chiffres révisés**
REVENUS	469 355	-	469 355
CHARGES			
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	1 173 441	66 864	1 240 305
Transmission, distribution et collecte	91 946	2 088	94 034
Administration nationale	7 773	696	8 469
Paiements aux stations privées	1 897	-	1 897
Charges financières	23 856	-	23 856
Quote-part des profits de l'entreprise associée	(998)	-	(998)
	1 297 915	69 648	1 367 563
FINANCEMENT PUBLIC	813 710	-	813 710
ÉLÉMENTS HORS ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	18 230	-	18 230
RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE	**3 380**	**(69 648)**	**(66 268)**

État consolidé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2012		
	Référentiel antérieur	**Effets d'IAS 19R**	**Chiffres révisés**
RÉSULTAT GLOBAL			
Résultat net de la période	8 667	(23 216)	(14 549)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net			
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	183 509	23 216	206 725
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	**192 176**	**-**	**192 176**

2. Principales méthodes comptables (suite)

État consolidé du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2012		
	Référenti antérieur	Effets d'IAS 19R	Chiffres révisés
RÉSULTAT GLOBAL			
Résultat net de la période	3 380	(69 648)	(66 268)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net			
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(126 570)	69 648	(56 922)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	**(123 190)**	**-**	**(123 190)**

État consolidé de la situation financière – postes touchés

(en milliers de dollars canadiens)			Au 31 mars 2013
	Référentiel antérieur	Effets d'IAS 19R	Chiffres révisés
PASSIF			
Courant			
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	135 593	-	135 593
Non courant			
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	343 835	(230)	343 605
CAPITAUX PROPRES			
Résultats non distribués	50 162	230	50 392
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	**1 697 199**	**-**	**1 697 199**

IFRS 13 Évaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 définit la juste valeur, établit un cadre unique de dispositions sur la détermination de la juste valeur et comporte des obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur. Elle vise les IFRS qui imposent, ou permettent, les évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations à leur sujet. La norme impose de fournir plus d'informations qui ont trait particulièrement aux niveaux de la hiérarchie des justes valeurs dans le cas des actifs financiers et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur et, de ce fait, au mode de calcul de ces justes valeurs.

2. Principales méthodes comptables (suite)

La Société a appliqué cette norme de façon prospective pour l'exercice ouvert le 1er avril 2013. En outre, en vertu des dispositions transitoires intégrées dans la norme, les entités n'ont pas à appliquer les obligations d'information d'IFRS 13 aux informations comparatives fournies pour les périodes antérieures à la première application de la norme. Eu égard à ces dispositions, la Société n'a pas fourni les nouvelles informations exigées par IFRS 13 pour la période comparative de 2012 (se reporter à la note 18 sur les informations pour la période considérée). Exception faite du supplément d'information à fournir, l'application d'IFRS 13 n'a eu aucun effet sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société.

Modifications à IAS 1 Présentation des états financiers

La Société a appliqué pour la première fois au 1er avril 2013 les changements apportés par le projet de modification d'IAS 1, *Présentation des autres éléments du résultat global.* La norme IAS 1 a été modifiée en juin 2011 afin de revoir les exigences de présentation des autres éléments du résultat global : obligation de présenter des totaux partiels distincts des autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net et de ceux qui ne le sont pas. Dans la version modifiée, les entités ont encore le choix de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global dans un seul état ou dans deux états séparés, mais qui se suivent. La Société a ajouté les informations exigées concernant les autres éléments du résultat global et a maintenu les deux états séparés.

Autres normes adoptées

La Société a adopté le 1er avril 2013 les nouvelles normes et les modifications suivantes sans que cela ait un effet important sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires :

- IFRS 10 *États financiers consolidés*
- IFRS 11 *Partenariats*
- IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- IAS 28 *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*
- Modifications à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 – *Guide de transition*
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011 publiées en mai 2012

Plus de précisions sur ces modifications sont données à la note 2 des états financiers consolidés annuels de la Société.

D. Changement non lié à l'adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et révisées

Le 28 mai 2013, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a rendu sa décision à l'égard de la demande de renouvellement des licences de la Société. Le Conseil a notamment libéré la Société de l'obligation de comptabiliser les services spécialisés qu'elle détient entièrement – CBC News Network et le Réseau de l'information de Radio-Canada (appelés collectivement les « services spécialisés ») – selon la méthode des coûts différentiels à compter de l'année de radiodiffusion débutant le 1er septembre 2013.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Dans le présent rapport trimestriel, la Société ne présente pas, comme elle le faisait antérieurement, les charges attribuables aux services spécialisés dans un poste distinct de l'État consolidé du résultat. Celles-ci sont plutôt présentées selon leur fonction, comme cela est le cas pour les autres activités de la Société. De même, les revenus tirés des services spécialisés sont inclus selon leur nature dans les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, les autres revenus ou les revenus financiers. Ces changements s'appliqueront également aux rapports trimestriels et annuels futurs.

E. Changements futurs de méthodes comptables

La Société a examiné les prises de position comptables, tant nouvelles que révisées, qui ont été publiées ainsi que les améliorations annuelles apportées en continu dans les cycles 2010-2012 et 2011-2013. Les conclusions tirées quant à l'impact attendu des changements futurs de méthodes comptables sont susceptibles d'être modifiées jusqu'à ce que les normes soient adoptées.

La Société continue d'évaluer l'impact possible, sur ses états financiers consolidés, la norme et l'interprétation suivantes :

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche en plusieurs phases visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. Certaines phases du projet de remplacement sont maintenant terminées et peuvent faire l'objet d'une application anticipée. En novembre 2013, l'IASB a reporté la date d'application d'IFRS 9 aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017.

IFRIC 21 Droits ou taxes

Publiée en mai 2013, l'interprétation IFRIC 21 donne des indications sur le moment où il faut comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe imposé par un gouvernement. Elle touche à la fois les droits ou les taxes qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, et les droits ou les taxes dont l'échéance et le montant sont certains. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014.

Après une évaluation complète, la Société a conclu qu'une fois appliquées, les normes et modifications ci-après n'auront aucun effet sur ses états financiers consolidés.

Modifications à IAS 36 Dépréciation d'actifs

IAS 36 a été modifiée en mai 2013 afin de prescrire la présentation d'informations supplémentaires sur l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés, particulièrement si cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ces modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Modifications à IAS 19 Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel

La norme IAS 19 a été modifiée en décembre 2013 pour permettre que les cotisations des membres du personnel qui sont liées uniquement aux services rendus par les membres dans la période pendant laquelle elles sont à verser soient comptabilisées comme une réduction du coût des avantages à court terme. La Société est d'avis que ces modifications n'auront aucune incidence lors de leur mise en application le 1er avril 2014.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycles 2010-2012 et 2011-2013 publiées en décembre 2013

Les documents *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012* et *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013* comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS. La Société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence sur ses états financiers consolidés au moment de leur mise en application le 1er avril 2014.

3. Clients et autres créances

(en milliers de dollars canadiens)	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
Comptes clients	185 313	171 542
Provision pour créances douteuses	(4 316)	(3 627)
Autres	16 369	16 555
	197 366	**184 470**

La durée moyenne de crédit est de 30 jours. La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les cas où il existe une indication objective de dépréciation. Une indication objective de dépréciation peut être, notamment, des recouvrements de paiements effectués par la Société dans le passé, une augmentation du nombre de retards dans les paiements qui dépassent la durée moyenne de crédit, ainsi que des changements observables dans la situation économique nationale ou locale qui sont en corrélation avec les défaillances sur les créances.

Avant d'accepter tout nouveau client, la Société examine sa demande de crédit. Elle peut avoir recours à une agence externe d'évaluation de la solvabilité pour déterminer la qualité du crédit du client potentiel et le plafond de crédit qui lui sera fixé. Les plafonds de crédit et les cotes de solvabilité des clients sont revus au moins tous les ans pour déterminer s'il y a lieu de les modifier. De plus, la Société assure un suivi pendant l'année pour déceler toute indication de la détérioration de la qualité du crédit de ses clients.

Les comptes clients indiqués dans le tableau ci-dessus comprennent des créances (voir la note 3A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

3. Clients et autres créances (suite)

Comme d'autres radiodiffuseurs, la Société a recours à des agences, qui effectuent la majorité de ses ventes de publicité dans ses médias généralistes. Le délai de paiement habituel de ces agences dépasse la durée de crédit de 30 jours appliquée en moyenne par la Société. En raison de ce décalage, une partie importante des comptes clients de la Société sont en souffrance, mais non dépréciés.

Le volume considérable de ventes aux agences de publicité entraîne une certaine concentration du risque de crédit. En se basant sur son expérience passée, la Société considère que le risque de crédit posé par les comptes clients des agences de publicité est limité. De plus, la Société atténue ce risque en évaluant la solvabilité des agences clientes au début de la relation d'affaires et de manière continue par la suite. Aucun client unique n'est responsable de plus de 5 % du solde total des revenus publicitaires.

La Société ne détient aucune garantie ni aucun rehaussement de crédit relativement à ces créances.

A. Ancienneté des comptes clients en souffrance, mais non dépréciés

(en milliers de dollars canadiens)	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
31 à 60 jours	44 819	37 359
61 à 90 jours	35 777	17 392
plus de 90 jours	18 610	22 594
Total	**99 206**	**77 345**

B. Variation de la provision pour créances douteuses

(en milliers de dollars canadiens)	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
Solde d'ouverture	(3 627)	(1 979)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	257	536
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	522	384
Augmentation de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(1 468)	(2 568)
Solde à la fin de la période	**(4 316)**	**(3 627)**

4. Programmation

A. Programmation par catégorie

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Émissions produites - complétées	79 217	80 015
Émissions produites en cours de production	88 505	38 978
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion	22 405	26 386
	190 127	**145 379**

B. Variation de la programmation

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Solde d'ouverture	145 379	166 104
Additions	826 499	1 041 480
Émissions diffusées	(781 751)	(1 062 205)
Solde à la fin de la période	**190 127**	**145 379**

La programmation comprend les émissions de la télévision généraliste et spécialisée.

Les sorties au titre de la programmation représentent 0,5 million de dollars (0,8 million de dollars en 2012) pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013 et 2,9 millions de dollars (2,4 millions de dollars en 2012) pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013. Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

5. Charges payées d'avance

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Droits sur les émissions	95 040	105 605
Ententes de services	26 720	31 958
	121 760	**137 563**

6. Immobilisations corporelles

A. Coût et amortissement cumulé

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Coût	2 177 983	2 211 297
Amortissement cumulé	(1 226 871)	(1 213 587)
	951 112	**997 710**

(en milliers de dollars canadiens)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2013	179 207	542 901	52 866	1 274 106	138 738	23 479	**2 211 297**
Acquisitions	-	-	-	8 438	1 648	37 038	**47 124**
Transferts (Référer à la note 7)	-	5 885	367	23 109	2 863	(32 084)	**140**
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(3 371)	(901)	-	-	-	-	**(4 272)**
Sorties et amortissements complets	-	(1 624)	(158)	(68 941)	(5 577)	(6)	**(76 306)**
Coût au 31 décembre 2013	**175 836**	**546 261**	**53 075**	**1 236 712**	**137 672**	**28 427**	**2 177 983**
Amortissement cumulé au 31 mars 2013	-	(146 971)	(23 910)	(940 444)	(102 262)	-	**(1 213 587)**
Amortissement pour la période	-	(26 103)	(2 282)	(48 489)	(9 275)	-	**(86 149)**
Amortissement inversé des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	433	-	-	-	-	**433**
Amortissement inversé à la sortie	-	1 123	158	65 643	5 508	-	**72 432**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2013	-	**(171 518)**	**(26 034)**	**(923 290)**	**(106 029)**	-	**(1 226 871)**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2013	**175 836**	**374 743**	**27 041**	**313 422**	**31 643**	**28 427**	**951 112**

6. Immobilisations corporelles (suite)

(en milliers de dollars canadiens)	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2012	181 200	525 009	46 888	1 287 700	139 325	35 000	**2 215 122**
Acquisitions	-	18 737	3 794	54 143	9 111	18 998	**104 783**
Transferts (Référer à la note 7)	4	11 463	2 748	14 198	1 891	(30 473)	**(169)**
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(980)	(5 837)	-	(3 469)	(2 367)	-	**(12 653)**
Sorties et amortissements complets	(1 017)	(6 471)	(564)	(78 466)	(9 222)	(46)	**(95 786)**
Coût au 31 mars 2013	**179 207**	**542 901**	**52 866**	**1 274 106**	**138 738**	**23 479**	**2 211 297**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	-	(118 928)	(21 249)	(926 896)	(100 061)	-	**(1 167 134)**
Amortissement pour l'exercice	-	(35 761)	(3 011)	(92 208)	(13 476)	-	**(144 456)**
Amortissement inversé des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	5 297	-	3 423	2 366	-	**11 086**
Amortissement inversé à la sortie	-	2 421	350	75 237	8 909	-	**86 917**
Amortissement cumulé au 31 mars 2013	**-**	**(146 971)**	**(23 910)**	**(940 444)**	**(102 262)**	**-**	**(1 213 587)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	**179 207**	**395 930**	**28 956**	**333 662**	**36 476**	**23 479**	**997 710**

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 27,2 millions de dollars au 31 décembre 2013 (8,3 millions de dollars au 31 mars 2013).

B. Dépréciation et autres charges

En l'absence de tout indice de dépréciation pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2013, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en résultat net.

Au premier trimestre de l'exercice précédent, une charge de 6,5 millions de dollars a été comptabilisée en résultat net du fait de l'arrêt de la transmission sur ondes courtes de la programmation de RCI; au troisième trimestre de l'exercice précédent, aucune charge n'a été comptabilisée à cet effet. Des dotations aux amortissements supplémentaires de 26,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2012 ont été comptabilisées à l'État du résultat de la Société pour refléter l'accélération de la mise hors service des derniers émetteurs de télévision analogique.

6. Immobilisations corporelles (suite)

Un montant additionnel de 0,4 million de dollars a été comptabilisé en charges au deuxième trimestre de 2012-2013 pour déprécier intégralement un car de reportage qui ne pouvait plus être utilisé en raison de son mauvais état.

C. Actifs classés comme détenus en vue de la vente

La Société classe un actif comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement au moyen d'une vente plutôt que de la poursuite de son utilisation. Pour que cette condition soit remplie, il faut que la vente soit probable et que l'actif soit disponible à la vente immédiatement dans l'état où il est. La direction doit s'être engagée à réaliser la vente, qui devrait répondre aux critères de constatation d'une vente dans un délai d'un an suivant la date de classement de l'actif. Un actif détenu en vue de la vente est évalué à sa valeur comptable ou à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente si celle-ci est inférieure.

Avec l'essor de la diffusion en haute définition, la Société a cessé d'utiliser un car de reportage équipé pour la définition standard, et l'a donc mis en vente. La valeur comptable nette de ce car s'établit à 0,2 million de dollars au 31 décembre 2013 (0,2 million de dollars au 31 mars 2013).

Dans le cadre de son plan financier, la Société a élaboré une stratégie de rationalisation des biens immobiliers dont elle est propriétaire. C'est ainsi qu'elle a classé, à des fins comptables, divers actifs comme détenus en vue de la vente, dont les plus importants sont :

- une propriété située à Iqaluit (Nunavut), d'une valeur comptable de 0,5 million de dollars au 31 décembre 2013 (0,5 million de dollars au 31 mars 2013);
- un immeuble et une parcelle de terrain situés à Halifax (Nouvelle-Écosse), car elle entend regrouper les activités médias locales (radio, télévision et nouveaux médias) des Services anglais et des Services français dans un nouvel immeuble loué. Ces actifs ont une valeur comptable nette de 3,4 millions de dollars au 31 décembre 2013;
- un immeuble et une parcelle de terrain à Matane (Québec), à la suite du regroupement de ses activités dans un nouvel immeuble loué. Ces actifs ont une valeur comptable nette de 0,4 million de dollars au 31 décembre 2013.

La Société a également classé 47 sites d'émetteurs (57 sites au 31 mars 2013) comme détenus en vue de la vente, puisqu'elle n'en a plus l'utilité depuis l'arrêt de la transmission analogique de signaux de télévision. Ces sites ont une valeur comptable nette de 0,8 million de dollars au 31 décembre 2013 (1,0 million de dollars au 31 mars 2013) et seront probablement vendus individuellement.

7. Immobilisations incorporelles

La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
Coût	163 296	155 925
Amortissement cumulé	(143 349)	(138 362)
	19 947	**17 563**

(en milliers de dollars canadiens)	**Logiciels développés à l'interne**	**Logiciels acquis**	**Projets d'immobilisations inachevés**	**Total**
Coût au 31 mars 2013	139 316	14 316	2 293	**155 925**
Acquisitions	-	38	7 473	**7 511**
Transferts (Référer à la Note 6)	1 050	4 231	(5 421)	**(140)**
Coût au 31 décembre 2013	**140 366**	**18 585**	**4 345**	**163 296**
Amortissement cumulé au 31 mars 2013	(134 328)	(4 034)	-	**(138 362)**
Amortissement pour la période	(2 472)	(2 515)	-	**(4 987)**
Amortissement cumulé au 31 décembre 2013	**(136 800)**	**(6 549)**	**-**	**(143 349)**
Valeur comptable nette au 31 décembre 2013	**3 566**	**12 036**	**4 345**	**19 947**

(en milliers de dollars canadiens)	**Logiciels développés à l'interne**	**Logiciels acquis**	**Projets d'immobilisations inachevés**	**Total**
Coût au 31 mars 2012	138 331	10 596	1 880	**150 807**
Acquisitions	1 236	2 542	2 191	**5 969**
Transferts (Référer à la note 6)	769	1 178	(1 778)	**169**
Sorties	(1 020)	-	-	**(1 020)**
Coût au 31 mars 2013	**139 316**	**14 316**	**2 293**	**155 925**
Amortissement cumulé au 31 mars 2012	(120 822)	(1 550)	-	**(122 372)**
Amortissement pour l'exercice	(14 526)	(2 484)	-	**(17 010)**
Amortissement inversé à la sortie	1 020	-	-	**1 020**
Amortissement cumulé au 31 mars 2013	**(134 328)**	**(4 034)**	**-**	**(138 362)**
Valeur comptable nette au 31 mars 2013	**4 988**	**10 282**	**2 293**	**17 563**

8. Participation dans des entreprises associées

L'information financière concernant les placements de la Société est résumée comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	Participation au :		Valeur comptable au :	
	31 décembre 2013	31 mars 2013	31 décembre 2013	31 mars 2013
Sirius (actions de cat. B)	14 %	14 %	96	3 473
Autres	-	-	17	17
			113	**3 490**

La Société détient 14,4 % des titres de capitaux propres et 24,3 % des titres avec droit de vote de Sirius XM Canada Holdings Inc. (Sirius XM) en raison des actions de catégorie B qu'elle a reçues dans le contexte d'une fusion achevée en juin 2011 mettant en cause Sirius Canada Inc. (Sirius), une entité émettrice qu'elle comptabilisait auparavant selon la méthode de la mise en équivalence, et Canadian Satellite Radio Holdings Inc. (CSR). Comme elle détient plus de 20 % des droits de vote de Sirius XM et qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de cette entreprise par l'entremise de sa représentation au conseil d'administration et de sa relation d'affaires continue avec elle, la Société exerce une influence notable sur Sirius XM. Par conséquent, elle comptabilise son investissement dans les actions de catégorie B de Sirius XM selon la méthode de la mise en équivalence.

Le 15 janvier 2013, CSR a officiellement adopté le nom de Sirius XM Canada Holdings Inc.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans Sirius XM au 31 décembre 2013 est de 176,8 millions de dollars (31 mars 2013—114,8 millions) et est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de Sirius XM à cette date.

Sirius XM a versé ses premiers dividendes trimestriels en novembre 2012. Pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2013, la Société a ainsi reçu de Sirius XM des dividendes s'établissant respectivement à 1,9 million de dollars et à 5,2 millions de dollars (nul en 2012).

Les tableaux suivants présentent un résumé des informations financières pour Sirius XM :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013[1]	2012[2]	2013[1]	2012[2]
Revenus	76 562	68 961	228 256	202 644
Résultat net	3 494	3 258	8 348	5 186

[1] Les montants pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2013 comprennent les résultats de Sirius XM pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 novembre 2013.

[2] Les montants pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2012 comprennent les résultats de CSR pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 novembre 2012.

8. Participation dans des entreprises associées (suite)

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013[1]	31 mars 2013[2]
Actif	384 802	393 010
Passif	384 224	369 007

[1] Ces montants comprennent les soldes concernant Sirius XM au 30 novembre 2013.
[2] Ces montants comprennent les soldes concernant Sirius XM au 28 février 2013.

Sirius XM n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

9. Créditeurs et charges à payer

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013	31 mars 2013
Fournisseurs	30 854	34 729
Charges à payer	45 655	58 553
Autres	2 038	2 931
	78 547	**96 213**

10. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel

Les passifs liés au personnel s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	Courant		Non courant	
	31 décembre 2013	31 mars 2013 (révisés)	31 décembre 2013	31 mars 2013 (révisés)
(Actif) passif au titre des prestations de retraite constituées	-	-	(3 891)	193 329
Avantages futurs du personnel	-	-	134 553	150 126
Indemnités de vacances	61 084	58 237	-	-
Réduction des effectifs	10 348	11 898	-	-
Passifs liés aux salaires	56 769	65 458	134	150
	128 201	**135 593**	**130 796**	**343 605**

Le régime de retraite à prestations définies de la Société est exposé aux risques suivants :

Risque de capitalisation : Le risque de capitalisation est l'un des principaux risques encourus par les promoteurs d'un régime de retraite. Il s'agit ici du risque que les rentrées de fonds du Régime de retraite de la Société provenant des placements et des cotisations soient en deçà de l'obligation du Régime au titre des prestations définies, donnant ainsi lieu à un passif non capitalisé. Les autorités réglementaires exigent que les régimes de retraite aux prises avec un déficit de capitalisation versent des cotisations spéciales étalées sur des périodes futures précises.

10. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les baisses des taux d'actualisation et les placements qui ne génèrent pas les rendements attendus sont les principaux éléments déclencheurs de ce risque. Par ailleurs, des facteurs non économiques, comme l'évolution démographique des participants, influent aussi sur l'obligation au titre des prestations définies, notamment les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité.

La gestion du risque de capitalisation repose sur deux actions : un examen et un suivi du ratio de capitalisation sur une base régulière et une vérification de la conformité des décisions de placement avec les politiques, les procédures et les lois applicables. Lors de sa revue annuelle de l'Énoncé des politiques et des procédures de placement (EPPP), le Conseil de fiducie de la Caisse de retraite de Radio-Canada veille à ce que les régimes de retraite obtiennent un taux de rendement à long terme qui leur permet d'atteindre leurs objectifs de capitalisation et d'assumer la croissance constante de leur obligation.

Autres risques : Les actifs des régimes sont également exposés à divers risques financiers inhérents aux placements. Il s'agit du risque de crédit, du risque de marché (risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de prix) et du risque de liquidité. Qui plus est, l'évaluation de l'obligation et des coûts au titre des prestations définies comporte une certaine dose d'incertitude en raison de l'utilisation d'estimations actuarielles (voir ci-dessous). L'effet de ces facteurs sur la réévaluation de l'actif au titre des prestations de retraite ainsi que du passif au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme peut être parfois important et fluctuant.

Les hypothèses actuarielles importantes utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies et la charge de retraite sont les suivantes :

Hypothèses – taux annuels	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	4,00 %	4,25 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :		
Taux d'actualisation – régime de retraite	4,75 %	4,00 %
Taux d'actualisation – indemnité de cessation d'emploi	4,00 %	3,50 %
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	4,00 %	3,50 %
Taux d'actualisation – avantages postérieurs à l'emploi	4,50 %	3,75 %
Taux de croissance de la rémunération à long terme, excluant les primes au rendement et les promotions	1,50 % en 2013 et 2,75 % par la suite	1,50 % en 2013 et 2,75 % par la suite
Taux d'évolution du coût des soins de santé	8,00 % en 2013 et baisse à 4,50 % sur 15 ans	8,00 % en 2013 et baisse à 4,50 % sur 15 ans
Indexation des prestations en cours de versement	1,65 %	1,65 %

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

10. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les taux de cotisation des employés à temps plein sont les suivants :

	2013	2012
Sur les gains égaux ou inférieurs à :	**51 100 $**	**50 100 $**
1er janvier au 30 juin	5,53 %	5,07 %
1er juillet au 31 décembre	6,19 %	5,53 %
Sur la partie des gains qui excède :	**51 100 $**	**50 100 $**
1er janvier au 30 juin	7,27 %	6,67 %
1er juillet au 31 décembre	8,14 %	7,27 %

Pendant le trimestre, la Société a adopté de nouvelles hypothèses sur les taux de mortalité qui reflètent l'expérience du Régime d'après les résultats d'une étude actuarielle. Cette étude a été commandée après la publication, le 31 juillet 2013, d'un rapport provisoire de l'Institut canadien des actuaires (ICA) établissant que les Canadiens vivent plus longtemps que les Américains. Par ailleurs, l'ICA a indiqué en octobre 2013 que l'utilisation de la table UP-94 non ajustée ne serait appropriée que si elle était appuyée par l'expérience réelle et crédible du régime de retraite. Un jeu définitif de tables de mortalité et d'échelles d'amélioration pour le Canada a été publié en février 2014. Jusqu'à aujourd'hui, la Société a fondé ses hypothèses sur la table UP-94 avec projection générationnelle utilisant l'échelle de projection de mortalité AA. Le changement des hypothèses sur les taux de mortalité en fonction de l'expérience de notre Régime de retraite a entraîné, pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, une perte actuarielle de 200,7 millions de dollars. Cette perte a été incluse dans les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, et compensée par une augmentation des passifs non courants au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel de la Société. L'adoption de nouveaux taux de mortalité hypothétiques devrait aussi accroître les charges de retraite d'approximativement 14,0 millions de dollars en 2014-2015.

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Prestations versées directement à des bénéficiaires	3 606	3 466	10 818	10 398
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	17 606	18 477	46 036	46 777
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	**21 212**	**21 943**	**56 854**	**57 175**

10. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Le montant de l'obligation de la Société au titre de ses régimes à prestations définies qui figure dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière est le suivant :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013			31 mars 2013 (révisés)		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs des régimes	5 319 621	-	-	5 393 484	-	-
Obligation au titre des prestations définies	5 232 183	83 547	134 553	5 500 267	86 546	150 126
Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	**87 438**	**(83 547)**	**(134 553)**	**(106 783)**	**(86 546)**	**(150 126)**

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ont été les suivantes :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013		31 mars 2013 (révisés)	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, début de la période	5 586 813	150 126	5 266 627	156 917
Coût des services rendus au cours de la période	82 443	4 368	101 558	7 707
Coût financier	165 924	3 967	221 695	6 332
Cotisations des employés	35 007	-	44 452	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	207 261	(6 519)	-	(534)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(563 173)	(6 571)	193 975	4 740
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	1 764	-	18 913	(11 173)
Prestations versées	(200 309)	(10 818)	(260 407)	(13 863)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	**5 315 730[1]**	**134 553**	**5 586 813[2]**	**150 126**

[1] L'obligation au titre des prestations constituées pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent respectivement à 5 232 183 $ et à 83 547 $.

[2] L'obligation au titre des prestations constituées pour le régime capitalisé et celle pour les régimes non capitalisés s'élèvent respectivement à 5 500 267 $ et à 86 546 $.

10. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les variations de la juste valeur des actifs des régimes ont été les suivantes :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013		31 mars 2013 (révisés)	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs des régimes, début de la période	5 393 484	-	5 090 814	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(3 975)	-	(5 020)	-
Réévaluations :				
Rendement attendu des actifs des régimes	159 366	-	213 334	-
Écarts actuariels découlant des ajustements lié à l'expérience	(109 988)	-	249 121	-
Cotisations des employés	35 007	-	44 452	-
Cotisations de la Société	46 036	10 818	61 190	13 863
Prestations versées	(200 309)	(10 818)	(260 407)	(13 863)
Juste valeur des actifs des régimes, fin de la période	**5 319 621**	**-**	**5 393 484**	**-**

Les montants comptabilisés en résultat global au titre des régimes à prestations définies sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Coût des services rendus	28 937	27 317	86 811	81 950
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 325	1 255	3 975	3 765
Intérêts sur l'obligation	56 631	57 007	169 892	171 020
Rendement attendu des actifs des régimes	(53 122)	(53 334)	(159 366)	(160 001)
Réévaluations comptabilisées en résultat net	-	(715)	(282)	(2 144)
Charge comptabilisée en résultat net	33 771	31 530	101 030	94 590
Plus :				
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	(111 649)	(206 725)	(256 968)	56 922
Total comptabilisé en résultat global	**(77 878)**	**(175 195)**	**(155 938)**	**151 512**

10. Actifs et passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 233,1 millions de dollars au 31 décembre 2013 (pertes de 23,9 millions de dollars au 31 mars 2013).

La charge totale comptabilisée en résultat net est présentée comme suit dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat global de la Société :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Coûts des services de télévision, de radio et de nouveaux médias	32 282	30 296	96 989	90 900
Transmission, distribution et collecte	1 117	925	3 031	2 767
Administration nationale	372	309	1 010	923
Total	**33 771**	**31 530**	**101 030**	**94 590**

11. Provisions

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2013				
			Coût de restructuration		
	Réclamations et poursuites	Environnemental	Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	Total
Solde d'ouverture	45 408	260	1 235	4 393	51 296
Provisions supplémentaires comptabilisées	7 717	490	-	-	8 207
Augmentation dues à la désactualisation	-	-	-	63	63
Provisions utilisées	(1 387)	(162)	(1 235)	(2 526)	(5 310)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(1 022)	-	-	-	(1 022)
Solde à la fin de la période	**50 716**	**588**	**-**	**1 930**	**53 234**

11. Provisions (suite)

A. Coûts de restructuration

La provision pour coûts de restructuration établie par la Société au 31 décembre 2013 a trait à la mise hors service des émetteurs de télévision analogique et des émetteurs sur ondes courtes résultant de la cessation de ces modes de transmission. Les travaux à l'origine de la provision de 1,9 million de dollars (4,4 millions de dollars au 31 mars 2013) devraient se poursuivre au cours des trois prochaines années.

Au 31 décembre 2013, la Société n'a pas comptabilisé de provision pour la réduction des effectifs (1,2 million de dollars au 31 mars 2013). Tous les montants relatifs à la réduction des effectifs sont inclus dans les passifs liés au personnel dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière.

B. Réclamations et poursuites

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires importants ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des évaluations de biens immobiliers et les impôts fonciers correspondants, des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société. Au 31 décembre 2013, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 50,7 millions de dollars (45,4 millions de dollars au 31 mars 2013) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classifiées comme courantes, puisque la Société s'attend à les résoudre dans les douze prochains mois.

C. Passif environnemental

Au 31 décembre 2013, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 0,6 million de dollars pour un problème environnemental (0,3 million de dollars au 31 mars 2013 pour un problème environnemental). Des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site d'émetteurs de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui oblige la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination sont estimés à 0,6 million de dollars. Des approbations ministérielles et d'autres examens environnementaux sont requis. Les travaux devraient être achevés en grande partie durant l'été de 2014, mais il faudra peut-être six ans pour terminer le tout.

D. Éventualités

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a constaté aucune provision au titre de passifs éventuels.

12. Revenus

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Publicité	122 947	92 467	301 709	265 242
Revenus d'abonnement	33 155	33 845	99 418	102 466
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	14 640	13 897	37 031	33 671
Production	5 496	4 711	12 642	12 748
Programmation numérique	3 087	1 637	8 298	6 942
Droits de retransmission	1 428	791	3 368	2 368
Commandites d'émission	1 398	666	4 372	4 719
Autres services	887	667	2 679	1 203
Total des revenus liés à la prestation des services	**183 038**	**148 681**	**469 517**	**429 359**
Total des revenus financiers	**2 179**	**2 079**	**6 635**	**6 589**
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	3 811	7 450	22 242	29 816
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	747	1 205	2 868	3 267
Gain sur taux de change	231	1	628	68
(Perte) gain net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	(109)	264	(274)	256
Total des revenus	**189 897**	**159 680**	**501 616**	**469 355**

13. Financement public

La ventilation des crédits parlementaires approuvés et des sommes reçues par la Société est comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Financement des activités opérationnelles	223 699	285 534	720 547	763 966
Financement des immobilisations	23 999	16 000	75 152	65 568
Financement du fonds de roulement	1 000	666	3 000	2 666
	248 698	**302 200**	**798 699**	**832 200**

13. Financement public (suite)

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit parlementaire pour les activités opérationnelles est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat, pour le montant qui correspond à la différence nette entre les charges et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
Financement des activités opérationnelles reçu au cours de la période	720 547	999 484
Moins: Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(665 694)	(999 484)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	**54 853**	**-**

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière. Il est amorti et comptabilisé de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquels il se rapporte.

(en milliers de dollars canadiens)	**31 décembre 2013**	**31 mars 2013**
Solde d'ouverture	525 696	574 027
Financement public au titre des immobilisations	75 152	103 035
Amortissement du financement des immobilisations différé	(82 265)	(151 366)
Solde à la fin de la période	**518 583**	**525 696**

14. Saisonnalité

Environ 55 % du financement de la Société, à l'exclusion des crédits parlementaires, provient de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre et représentent environ 20 % des revenus totaux de la Société.

Les charges opérationnelles tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

15. Variations du fonds de roulement

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Les variations du fonds de roulement sont composées de :				
Clients et autres créances	(50 495)	(46 284)	(12 989)	(12 633)
Programmation	8 687	19 133	(44 748)	(29 330)
Stocks de marchandisage	(56)	63	448	(45)
Charges payées d'avance	(3 949)	(4 687)	15 803	55 723
Créditeurs et charges à payer	5 617	(14 137)	(17 678)	(49 633)
Provisions	2 592	5 125	1 875	11 753
Revenus différés	2 245	(425)	4 620	1 018
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	(4 151)	(6 089)	(18 686)	(15 596)
	(39 510)	**(47 301)**	**(71 355)**	**(38 743)**

16. Engagements

La Société a conclu des engagements concernant le renouvellement de contrats d'achat et la signature de nouveaux contrats d'achat. Des contrats de location simple sont passés pour des biens immobiliers, la distribution réseau et de l'équipement, donnant également lieu à des engagements. La direction estime que ces nouveaux engagements, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, entraîneront des charges futures d'environ 26,6 millions de dollars (49,0 millions de dollars en 2012). Au 31 décembre 2013, la Société avait, au total, des engagements de 796,6 millions de dollars (786,1 millions de dollars au 31 mars 2013) devant être payés au cours des 46 prochaines années.

17. Parties liées

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché, et les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

17. Parties liées (suite)

A. Transactions avec des parties liées autres que des entités liées à une autorité publique

(en milliers de dollars canadiens)	Prestation de services			
	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Entreprise associée	765	990	2 059	2 847
Autres entités liées[1]	3 626	4 428	13 056	13 403
	4 391	**5 418**	**15 115**	**16 250**

[1] Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

(en milliers de dollars canadiens)	Réception de services			
	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Entreprise associée	-	27	-	27
Autres entités liées	123	198	383	381
	123	**225**	**383**	**408**

(en milliers de dollars canadiens)	Cotisations de retraite			
	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2013	**2012**	**2013**	**2012**
Régime de retraite de la Société	17 606	18 478	46 036	46 778
	17 606	**18 478**	**46 036**	**46 778**

Les soldes suivants étaient impayés à la fin du trimestre :

(en milliers de dollars canadiens)	Sommes dues par les parties liées	
	31 décembre 2013	**31 mars 2013**
Entreprise associée	205	351
	205	**351**

La Société ne doit aucune somme à des parties liées au 31 décembre 2013 (aucune au 31 mars 2013).

Les sommes impayées ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice en cours ou dans des exercices antérieurs relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

17. Parties liées (suite)

B. Autres transactions avec une entreprise associée

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant l'exercice en cours autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 8.

C. Transactions avec des entités liées à une autorité publique

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

Ces transactions sont effectuées dans le cadre normal des activités de la Société, à des conditions comparables à celles qui caractérisent les transactions faites avec d'autres entités non liées à une autorité publique. Dans le contexte de l'achat et de la vente de biens et de services, la Société s'est dotée de politiques d'approvisionnement, d'une stratégie de fixation des prix et d'un processus d'approbation qui ne tiennent pas compte des liens des contreparties avec une autorité publique.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013, cette valeur s'établit à 0,2 million de dollars (0,2 million de dollars en 2012) et à 0,9 million de dollars (0,3 million de dollars en 2012) respectivement pour la prestation de services et pour l'achat de biens et de services. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013, cette valeur s'établit à 1,1 million de dollars (0,8 million de dollars en 2012) et à 1,9 million de dollars (0,5 million de dollars en 2012) respectivement pour la prestation de services et pour l'achat de biens et de services. Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée pendant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013 (aucune en 2012).

18. Évaluations de la juste valeur

Les justes valeurs de la trésorerie, des clients et autres créances, de la tranche à court terme des billets à recevoir, de la tranche à court terme de l'investissement dans un contrat de location-financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche à court terme de la dette obligataire, de la tranche à court terme de l'obligation au titre de contrats de location-financement, de la tranche à court terme des effets à payer et du passif d'encaissement anticipé avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

18. Évaluations de la juste valeur (suite)

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres actifs et passifs financiers de la Société pour lesquels des informations en juste valeur doivent être données :

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2013		31 mars 2013			
	Valeurs comptables	Justes valeurs	Valeurs comptables	Justes valeurs	Méthode[1]	Note
Instruments financiers évalués à la juste valeur :						
Actifs financiers dérivés						
Contrats à terme	51	51	458	458	Niveau 2	(a)
Options sur actions	290	290	171	171	Niveau 2	(b)
Instruments financiers évalués au coût amorti :						
Billets à recevoir (non courant)	46 548	51 966	48 250	56 743	Niveau 2	(c)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	50 798	57 184	52 706	62 893	Niveau 2	(c)
Dette obligataire (non courant)	264 599	337 863	277 008	381 053	Niveau 2	(d)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	36 685	38 903	44 447	47 881	Niveau 2	(d)
Effets à payer (non courant)	106 908	113 834	113 049	128 009	Niveau 2	(d)
Actifs non financiers évalués au coût amorti :						
Participation dans une entreprise associée (Sirius XM)	96	176 782	3 473	114 819	Niveau 1	(e)

[1]La méthode renvoie à la hiérarchie décrite ci-dessous. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – prix cotés d'instruments d'actif ou de passif identiques sur des marchés actifs
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables directement
- Niveau 3 – données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables)

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2013.

(a) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(e) La juste valeur est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de Sirius XM à la fin du trimestre de présentation de l'information financière.